

REPUBLICQUE DU BENIN

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique



UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI

FACULTE DES SCIENCES

ECONOMIQUES ET DE GESTION



Mémoire présenté en vue de l'obtention des crédits associés au diplôme de Licence

LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCE ECONOMIQUE

Option : Economie

Spécialité : Economie Appliquée

THEME :

ENDETTEMENT ET INVESTISSEMENT PUBLIC AU
BENIN

Réalisé et Présenté par :

Samuel D. LAOUROU

&

Mouftaou ODAH

Sous la Direction de :

Tuteur de Stage

Acquime C. IROUKOURA
Adjoint Chef Service négociation
et convention

Directeur de Mémoire

Dr. Gilles C. TOBOSSI
Enseignant à la FASEG/UAC

Année Académique : 2014-2015

AVERTISSEMENT

La faculté des sciences économique et de gestion (FASEG) n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce travail. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DEDICACE

Je dédie ce mémoire à...

- Toi ma tendre et merveilleuse mère **Doki AOUSSI** ;
- Toi mon cher père, **Salifou ODAH** ;

Mouftaou ODAH

DEDICACE

Je dédie ce mémoire à...

- Ma tendre et merveilleuse mère **Justine DOPONOU** ;
- Mon cher père **Ayékodjoin Ayékossa LAOUROU** ;

Samuel D. LAOUROU

REMERCIEMENTS

@@@@@@@@@@

Nous tenons à exprimer notre profonde reconnaissance aux personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce mémoire. Nos remerciements vont particulièrement à l'endroit de :

- Docteur **Gilles C. TOBOSSI**, enseignant chercheur à la FASEG, notre Tuteur de mémoire, qui n'a ménagé aucun effort pour suivre et diriger avec détermination ce travail, recevez toute notre reconnaissance.
- Professeur **Charlemagne B. IGUE**, Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) et tous les Enseignants de la dite faculté pour toutes les connaissances qu'ils nous ont apprises au cours de notre séjour à la **FASEG**.
- Monsieur **Adam DENDE AFFO**, Directeur Général de la Caisse Autonome d'Amortissement, pour nous avoir accueilli au sein de son institution ;
- Monsieur **Acquime C. IROUKOURA**, notre maître de stage, pour avoir mis à notre disposition les moyens nécessaires pour la réalisation de notre travail ;
- Tout le personnel de la Caisse Autonome d'Amortissement, en particulier mesdames **AZONDEKON Isabelle**, **DOSSOU-YOVO Clarisse**, **A. BONI**, **ZOTOGBE Prisca**, **C. SOGNIGBE**, **L. Lisette** et messieurs **I. Isdeen**, **ABANTE Nicolas**, **Léon DOGO**, **I. YAMKALLA**, **R. ANANI**, **O. SEREKI**, pour l'accueil, l'écoute et l'assistance dont ils nous ont fait preuve et pour le suivi de ce travail ;
- Ma mère **Doki AOUSSE** et mon cher père, **Salifou ODAH**, qui n'ont ménagé aucun effort pour m'aider à atteindre ce niveau d'étude ; trouvez en cette modeste œuvre l'accomplissement de vos prières quotidiennes ;
- Vous mes adorables frères, **Kamarou ODAH**, **djèllilou ODAH**, **Rafiou ODAH**, **Radji Olade TCHOUNTCHA**, **AWOUSSI Razak**, mes oncles et tentes

pour tous les sacrifices consentis en ma faveur et apport matériel facilitant mes cursus scolaire et universitaire; trouvez en ce modeste travail les premiers fruits de tes semences ;

- Ma tendre et merveilleuse mère **Justine DOKPONOU** et mon cher père, **AyékodjoinAyékossa LAOUROU**, pour vos soutiens qui n'ont ménagé aucun effort pour m'aider à atteindre ce niveau d'étude ; trouvez en cette modeste œuvre l'accomplissement de vos prières quotidiennes ;

- Vous mes adorables frères et sœurs, **Fabrice Assogba LAOUROU, Françoise AYEKOSSA, Rose AYEKOSSA, Théodore C. ATCHAGONOU, Guillaume ATCHAGONOU, Clément SEKPON, AGAHOUNGBA Cathérine**, mes oncles et tentes pour tous les sacrifices consentis en ma faveur et apport matériel facilitant mes cursus scolaire et universitaire; trouvez en ce modeste travail les premiers fruits de tes semences ;

- Messieurs les **membres du jury** pour avoir accepté de juger et d'améliorer ce travail ;

- A tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la rédaction de ce mémoire ; que Dieu les bénisse.

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUESLISTE DES TABLEAUX

TABLEAUX	LIBELLES	PAGES
Tableau n° 1	Répartition par catégorie et par sexe des ressources humaines de la CAA	28
Tableau n° 2	Résultats du test ADF sur les variables du modèle	46
Tableau n° 3	Test de cointégration sur les résidus	47
Tableau n° 4	Estimation du modèle de long terme	48
Tableau n° 5	Estimation du modèle à correction d'erreur	51

LISTES DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUES	LIBELLES	PAGES
Graphique n°1	Evolution de l'encours de la dette extérieure du Bénin de 1982 à 2012 en milliards de francs CFA	41
Graphique n°2	Evolution du service de la dette extérieure du Bénin de 1999 à 2012 en milliards de francs CFA	42
Graphique n°3	Evolution de l'investissement public du Bénin en milliards de francs CFA de 1994 à 2014	43
Graphique n°4	Investissement public et service de la dette extérieure en pourcentage du PIB de 1982 à 2012	44
Graphique n°5	Tests de CUCUM et CUSUM CARRE du modèle de long terme	50
Graphique n°6	Tests de CUCUM et CUSUM CARRE du modèle de court terme	53

SIGLES ET ACCRONYMES

AID : Agence Internationale de Développement

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest

BID : Banque Islamique de Développement

BM : Banque Mondiale

BOAD: Banque Ouest Africaine de Développement

CAA : Caisse Autonome d’Amortissement

DGAE : Direction Générale de l’Analyse Economique

DGE : Direction Générale de l’Economie

DGTCP : Direction Générale de la Trésorerie et de la Comptabilité Publique

DSRP : Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté

DW : Durbin Watson

MCE : Modèle à Correction d’Erreur

CDC : Caisse de Dépôt et de Consignation

DI : Direction de l’Informatique

CNE : Commission Nationale de l’Endettement

CODIR : Comité de Direction

DA : Direction Administrative

DCF : Délégué du Contrôleur Financier

DCSP : Direction du Contrôle et du Suivi des Projets

DDP : Direction de la Dette Publique

DE : Direction des Etudes

DRT : Direction du Recouvrement et de la trésorerie

FAD : Fonds Africain de Développement

FMI : Fonds Monétaire International

IADM : Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale

INSAE : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique

IPPTE : Initiative des Petit Pays Très Endetté

MCO : Moindres Carrés Ordinaires

MDEF : Ministère de Développement de l'Economie et des Finances

MEFPD : Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

RFD : Receveur des Finances de la Dette

SADP : Service de l'Amortissement de la Dette Publique

SCRP : Stratégies de Croissance et de Réduction de la Pauvreté

SEG : Service des Etudes Générales

SG : Secrétariat Général

SMAE : Service de la Mobilisation de l'Aide Extérieure ou Service de la Mobilisation des Emprunts

SNC : Service des Négociations et des Conventions

SOMMAIRE

CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL ET THEORIQUE DE L'ETUDE	3
SECTION 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE.....	3
SECTION 2 : Méthodologie de recherche.....	16
CHAPITRE II : ANALYSE EMPIRIQUE DE L'ETUDE	24
SECTION 1 : Présentation de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)	24
SECTION 2 : CADRE EMPIRIQUE DE L'ETUDE	32
CONCLUSION	49
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	xi
ANNEXES :	xiii

INTRODUCTION

Au lendemain de la 2^e guerre mondiale, les pays africains ayant obtenu l'indépendance ont mené des réflexions pour le développement de leur nation. Dans ce cadre, le Bénin a défini des stratégies nationales de développement. Ces stratégies ont été accentuées sur les politiques de développement social, économique, administratif et infrastructurel. Afin de mettre en pratique ces stratégies, des objectifs ont été fixés. L'atteinte de ces objectifs ont connu des irrégularités dans le temps par l'insuffisance des recettes financières internes et des dépenses de prévision poussées. Ces stratégies ont fait allusion aux ressources extérieures pour le financement des investissements publics. Ainsi, les programmes d'équipements administratifs, la reconstruction d'infrastructures sociales ont été financés essentiellement sur emprunts extérieurs.

De plus, les récentes crises économiques et financières qui ont secoué les pays en voie de développement ont amplifié les controverses relatives à la contribution de la dette extérieure au développement. Cependant, l'accumulation des arriérés tant intérieurs qu'extérieurs, le recul du Produit Intérieur Brut (PIB), le déficit chronique des financements publics dans les années 80, ont contraint le pouvoir public à souscrire au premier Programme d'Ajustement Structurels (PAS) le 16/06/1989. A l'issue de la conférence des forces vives de la nation, des réformes de politiques économiques ont été engagées avec le concours des Institutions de Breton Wood (IBW). L'espace créé a entraîné des flux massifs de capitaux étrangers vers les pays, surtout pour le financement des investissements publics.

L'observation de la dette publique par rapport aux dépenses d'investissements publics pose la question des limites dans lesquelles un tel processus peut se poursuivre.

La présente étude se donne pour tâche d'analyser l'effet de l'endettement sur l'investissement public : évaluer le service de la dette extérieure par rapport aux dépenses d'investissements publics puis exposer les facteurs qui peuvent stimuler l'investissement public au Bénin.

Le présent travail a été réalisé en deux chapitres. Le premier chapitre présente l'intérêt de l'étude à travers la problématique et nous informe sur les objectifs fixés ainsi que les hypothèses sous-jacentes, puis présente la littérature relative au thème de l'étude de même que les différentes méthodes utilisées. Dans le second chapitre, nous présentons dans un premier temps la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) à travers ses activités et sa

structure puis dans un second temps l'aspect empirique de l'étude et les recommandations de politiques économiques qui en découlent.

CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

Ce chapitre subdivisé en deux sections, la première intitulée cadre théorique de l'étude et la deuxième qui est intitulée méthodologie de recherche. Ainsi la première section comporte la problématique, les objectifs, les hypothèses de l'étude et enfin la définition des concepts et la revue de littérature. La seconde section présente la taille et la source des données, la méthode de traitement des données et enfin, les critères de vérification des hypothèses.

SECTION 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE

Cette section sera consacrée à la problématique, aux objectifs et aux hypothèses de l'étude dans une première partie, puis à la présentation de la documentation existante ayant trait au thème de notre étude à travers la revue de littérature.

Paragraphe 1 : Problématique, Objectifs et hypothèses de l'étude

PROBLEMATIQUE

Les pays en voie de développement en général, le Bénin en particulier, éprouvent d'important besoins en ressources financières pour assurer le financement de leurs projets de développement. Les ressources publiques intérieures étant généralement insuffisantes, et les marchés financiers locaux peu développés, le Bénin à l'instar des autres pays fait recours au financement extérieur avant de pouvoir couvrir en partie leurs besoins de financement . Entre autres, le recours à l'endettement extérieur concerne les Investissements Directs Etrangers (IDE), le transfert de fonds des migrants et de l'Aide Publique au Développement (APD).

Le retournement de la conjoncture économique dans les années 80 dû à l'aggravation du déficit de la balance de paiement, de l'accélération de la croissance de la dette, a entraîné une situation critique au niveau de la capacité réelle de l'économie à faire face à la demande de financement extérieur et au niveau de la soutenabilité de ses dettes.

L'encours de la dette extérieure sur la période 1982-2012 a évolué de façon irrégulière. Cet encours de la dette extérieure, a connu un accroissement régulier de 1982 à 1993. De 839,22 Milliards en 2003, il est descendu à 266,17 Milliards de FCFA en 2006. Cette tendance baissière observée durant la période est due aux annulations de dette obtenues par le Bénin

dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative d'allègement de la dette Multilatérale (IADM). Malgré cette faveur, l'encours de la dette a connu une hausse importante passant de 543,69 Milliards à 827,46 Milliards en moyenne en 2012 pour avoir diversifié ses sources de financement par le recours au marché financier régional (CAA-DGTCP octobre 2010)

Ainsi le Bénin se trouve dans l'obligation de consentir chaque année des Milliards de (FCFA) de la Communauté financière africaine pour assurer le service de la dette qui constitue un fardeau pour les dépenses d'investissements publics, d'où la souffrance de l'économie Béninoise. Ainsi cette situation indique que la capacité d'investissement du Bénin est réduite et accroît sa dépendance à l'égard des bailleurs. Or l'investissement public fait partie intégrante des principaux facteurs de production agissant à moyen terme sur la production et sur la croissance. Il constitue de ce fait, un important indicateur de la croissance économique.

Le financement du Programme d'Investissement Public (PIP) a connu des modifications alternatives suite aux différentes influences. Ainsi sur la période 1985-1994, le PIP a été financé à plus de 90% par les ressources extérieures. De 1995 à 1999, une tendance à la baisse a été enregistrée où ces ressources ont contribué à 87,1% en 1995 et 1996, à 83,3% et 81,7% respectivement en 1998 et 1999 au financement du PIP (BiPEN, 2000). Cette diminution de la part des ressources extérieures dans le financement du PIP s'est accentuée sur la période 2000-2003, passant de 76,9% en 2000 à 53% en 2003. Il passe de 58,7% en 2004 à 41,6% en 2005 pour atteindre 63,6% en 2006 où les capitaux étrangers ont contribué à plus de 82,93 Milliards de FCFA au financement des investissements publics contre 35,23 Milliards l'année précédente. En 2007, sur les 182,48 Milliards d'investissement publics réalisés au Bénin, 66,78 Milliards proviennent des ressources extérieures (DGTCP, 2008). Soit une proportion de 39,59%.

Ces ressources extérieures étant des prêts et dons .Il est alors nécessaire de reconnaître la part des prêts dans le financement de l'investissement public au Bénin.

A cet effet, jusqu'à 2003 les prêts extérieurs ont participé en moyenne dans un pourcentage de de 43.1% au financement annuel des investissements publics au Bénin. Pour les années 2004, 2005, 2006, ils sont respectivement de 41,42%, 80,2% et 53,4%. Soit une contribution d'environ 30% au financement du PIP de la période. En 2006, les prêts extérieurs ont financé le PIP à hauteur de 43,20 Milliards de FCFA contre 28,3 Milliards l'année précédente (DGTCP).

Il convient donc que pour les pays pauvres comme le Bénin, le remboursement du service de la dette extérieure impacte la composition des dépenses d'investissement public et agit négativement sur la croissance par le fait qu'il amoindrit la capacité des ressources publiques disponible pour la réalisation des investissements.

De plus, certaines études menées par des chercheurs du FMI militent en faveur de l'intérêt que nous accordons à une telle interrogation. En effet, une étude menée par certains chercheurs du FMI en 2003, a montré que chaque fois que le service de la dette augmente d'un point de pourcentage du PIB, les dépenses d'investissement public diminuent d'environ 0,2 point du pourcentage du PIB dans les pays pauvres. D'autres études menées en 2004 et 2005 par le FMI ont montré qu'une diminution de 6 points du pourcentage du PIB du service de la dette extérieure permettra d'accroître le niveau de l'endettement public de 0,71 à 1 point du PIB et par conséquent, la croissance de 2 points de pourcentage dans les pays à faible revenu.

Ces observations nous amènent à poser la question fondamentale suivante : quel est l'effet de l'endettement sur les dépenses d'investissements publics au Bénin ?

De façon spécifique :

Le service de la dette extérieure affecte-t-il le niveau des dépenses d'investissements publics au Bénin ?

Quels sont les facteurs qui stimulent l'investissement public au Bénin ?

Dans le but d'apporter une solution à ces différentes interrogations, nous avons choisi d'accentuer notre étude sur : « **Endettement et investissement public au Bénin** »

OBJECTIF GENERAL DE L'ETUDE :

L'objectif général de ce travail est d'analyser l'effet de l'endettement sur les dépenses d'investissements publics au Bénin.

LES OBJECTIFS SPECIFIQUES :

Pour atteindre l'objectif général, les objectifs spécifiques sont fixés :

Objectif spécifique 1 : analyser l'effet du service de la dette extérieure sur les investissements publics au Bénin.

Objectif spécifique 2 : identifier les facteurs qui stimulent l'investissement public au Bénin.

LES HYPOTHESES:

Eu égard aux objectifs ci-dessus, les hypothèses suivantes sont formulées :

Hypothèse n°1 : le service de la dette extérieure affecte négativement le niveau des dépenses d'investissements publics au Bénin.

Hypothèse n°2 : l'épargne intérieure, le revenu réel par tête, le degré d'ouverture et l'aide extérieure sont les facteurs qui stimulent l'investissement public au Bénin.

Paragraphe 2 : revue de la littérature

La revue de la littérature est la partie du travail qui expose les connaissances acquises dans le cadre de l'étude à travers les travaux effectués par les auteurs sur le domaine en question. Elle est une lecture et une analyse critique des travaux de recherches qui sont déjà faits sur le problème de recherche ou qui lui sont liés.

1°) Clarification des concepts

Le Poids, selon le petit LAROUSSE (2009), le terme "Poids" (de latin, pensum, ce qu'une chose pèse), désigne la résultante des forces exercées sur un corps en repos à la surface de la terre. Ce terme désigne aussi la force de la pesanteur, d'origine gravitationnelle et inertielle, exercé par la terre sur un corps massique en raison uniquement du voisinage de la terre.

La dette peut être définie comme un transfert non définitif de ressources au profit de l'agent ayant un besoin de financement. On distingue la dette intérieure de la dette extérieure, et la dette publique de la dette privée.

La dette intérieure met en rapport des agents résident sur le territoire d'un même Etat ; elle est libellé en monnaie nationale et ne subit pas le risque de change.

Selon la Banque Mondiale, le **FMI, L'OCDE** : « **la dette extérieure brute** égale au montant à une date donnée, des engagements contractuels en cours et ayant donné lieu à versement à des résidents d'un pays vis-à-vis de non résident, comportant obligation de remboursement de principal ».

La dette publique : elle est l'ensemble des emprunts contractés par l'Etat (obligations d'Etat, bon du trésor) pour financer généralement le déficit public (solde budgétaire négatif, les dépenses d'investissements publics étant supérieures aux recettes). La dette publique englobe non seulement les dettes auxquelles l'Etat doit faire face en vertu d'emprunts qu'il a faits (obligation d'Etat, bon du trésor) ou de pension dont il doit assure le service, mais les versements qu'il doit faire pour payer ses fonctionnaires et ses fournisseurs.

La dette bilatérale est une créance détenue par l'Etat sur un Etat. De façon précise, elle peut être définie comme la dette due à un gouvernement ou à une institution spécialisée d'un gouvernement ou encore celle due à une banque publique ou privée d'un autre pays.

La dette multilatérale est une créance détenue par un groupe d'Etats ou une institution financière internationale sur un Etat.

La dette perpétuelle est celle dont le remboursement peut être indéfiniment différé sous réserve des paiements des intérêts ; Ici, le débiteur n'est jamais tenu d'en rembourser le capital, la charge est réduite aux intérêts.

La dette concessionnelle est définie comme étant des prêts dont la part subventionnée initialement est de 25% ou plus.

Encours de la dette correspond au stock des emprunts et dettes de la collectivité à moyen et à long terme. Il s'agit en d'autres termes, du total des décaissements réels moins les remboursements du principal.

Le service de la dette est la charge financière qui incombe à l'emprunteur en contrepartie des services du prêteur. Il regroupe les montants à payer au titre du principal, des intérêts et diverses commissions.

Le rééchelonnement de la dette consiste en un ajustement des charges relatives aux engagements, ce qui permet au débiteur de différer les transferts pendant une période de grâce stipulée dans l'accord de réaménagement.

La solvabilité caractérise la situation financière d'un pays capable de faire face à ses engagements, c'est-à-dire la contrainte budgétaire inter temporelle est respectée. En d'autres termes, la solvabilité d'un pays est sa capacité à payer totalement sa dette (annuler sa dette à long terme en respectant les échéances).

Les Programmes d'Ajustements Structurels (P A S) sont des politiques de stabilisation du FMI de grande ampleur dont l'application est une condition de rééchelonnement de la dette de certains pays en développement.

Aide au développement : L'aide au développement a été définie par une convention de l'O.C.D.E. comme : « l'octroi de ressource aux pays en voie de développement à titre de dons ou de crédits préférentiels, comme les prêts à long terme ou à des taux d'intérêts bonifiés d'au moins 25% par rapport à ceux du marché ».

Bailleur de fonds : Personne physique ou morale qui consent des fonds à une entreprise, à une institution ou à un Etat.

Dépenses d'investissements publics sont l'ensemble des allocations des ressources, consenties pour la réalisation des projets de développement dans toutes les dimensions du

budget de l'Etat. Elles se distinguent des dépenses de fonctionnement et concernent des opérations en capital. Elles comprennent :

les remboursements d'emprunts ;

les prêts et avances accordés par la collectivité

les dépenses directes d'investissements (acquisitions mobilières et immobilières, travaux neufs, grosses réparations) ;

Subventions d'équipements versées.

2°) Théorie de l'endettement

L'intérêt porté aux transferts et mouvements de capitaux au plan international pour le financement du développement se justifie par l'abondance des théories proposées par les divers courants de pensée économique.

Il urge d'abord de clarifier deux notions voisines et presque indissociable en matière d'endettement : La solvabilité et la soutenabilité.

Il convient donc que la solvabilité d'une nation est sa capacité à honorer ses engagements, alors le FMI définit la soutenabilité de la dette d'une nation comme l'aptitude de cette dernière à financer le solde de sa balance d'opérations courantes et assurer les obligations du service de la dette sans faillir, sans solliciter le rééchelonnement, sans accumuler les arriérés et enfin sans compromettre la croissance. L'appréhension du rôle de l'endettement a été diversement abordée par les courants de pensée économique.

2-1) Les conceptions traditionnelles

Selon la conception keynésienne, les gouvernements doivent, dans certains cas, stimuler l'économie par des augmentations des dépenses d'investissements publics ou par des diminutions des taxes ; les déficits publics sont donc une solution permettant d'accélérer la reprise économique en cas de crise. En effet, concernant la théorie sur la dette extérieure et la croissance, les keynésiens pensent que l'endettement n'occasionne pas des charges ni pour les générations futures ni pour des générations présentes du fait des investissements qu'il génère. Le modèle de l'Etat selon les **keynésiens**, tire ses fondements dans la demande globale et sur ses effets multiplicateurs et accélérateurs, caractéristique fondamentale de leur théorie. Dans cette approche, l'endettement entraînant la relance de la demande provoque par l'effet

accélérateur une hausse plus que proportionnelle de l'investissement, qui a son tour incite une hausse de la production. Le déficit budgétaire menant par ses flux successifs a augmenté le stock de la dette produit l'expansion du cycle économique par la demande et l'investissement autonome. Ainsi, le déficit auquel correspond l'emprunt stimule la demande et ne permet d'alléger le coût de ses remboursements que seulement et probablement en situation de sous-emploi des ressources productives.

Par contre les **classiques** ou **néoclassiques** considèrent l'endettement comme un impôt futur et l'impute à l'Etat. Car selon eux, l'endettement public défavorise l'accumulation du capital et la consommation des générations présentes et futures. En fait les citoyens, selon **Ricardo** voient dans l'emprunt un impôt différé dans le temps et vont se comporter comme s'ils sont contraints de payer un impôt ultérieurement pour rembourser cet emprunt peu importe le décalage intergénérationnel. Autrement, les comportements des agents économiques sont guidés par une anticipation à la hausse des impôts. Toutefois, une réserve peut être introduite selon la nature ou la qualité des dépenses (dépenses de transferts et d'investissements) financée par l'emprunt. **Barro** (1970), reprenant la théorie d'équivalence attribué à Ricardo a montré que la dette publique était équivalente à l'impôt en supposant que les agents économiques anticipent rationnellement les politiques gouvernementales. Il conclut que la dette n'a pas d'impact sur l'économie et donc qu'une dette est toujours soutenable. Autrement dit, une politique de déficit budgétaire financée par l'emprunt reste sans effet sur l'activité économique dans la mesure où des agents ne sont pas victimes de l'illusion fiscale.

2-2) Les conceptions récentes (modernes) de l'endettement

a- la conception de l'école des anticipations rationnelles face à l'endettement

Il faut donc remarquer que **Barro** expose sa théorie grâce à un outil appelé fonctions d'utilités intertemporelles à générations imbriquées, appelé principe d'équivalence **Ricardienne**. La paternité revient à Ricardo mais le principe est attribué à **Barro** (1974). Il approfondit la thèse de **Ricardo** en combinant les thèmes d'évictions et anticipations rationnelles. Selon lui, si le gouvernement finance un accroissement des dépenses publiques en ayant recours à l'emprunt (cher aux keynésiens), ou s'il abaisse les impôts en laissant les dépenses publiques et la masse monétaire inchangées, le public va anticiper les hausses d'impôts qui seront nécessaires ultérieurement pour payer les intérêts de la dette accrue et pour rembourser le principal. De ce fait, les agents savent à priori que ces deux modalités de financement sont un recours aux

déficits publics ; ils savent aussi qu'il aura alourdissement de la dette publique et usage de la taxe inflationniste. L'accumulation de l'inflation à long terme et l'augmentation des impôts finiront par rendre peut crédible l'Etat. Les agents vont donc se préparer à la purge fiscale future. Ils vont accroître leur épargne actuelle en prévision des alourdissements futurs des impôts et ne se considéreront pas plus riches après la mise en œuvre de la politique de relance. Il en résultera que cette politique suivie par le gouvernement n'aura aucun effet stimulant sur l'économie, quelles que soient les modalités de financement des déficits ; les effets à long terme sont équivalents. Cette proposition générale signifie donc la neutralité de la dette publique à long terme (modificateur fiscal et budgétaire tendant vers zéro).

b- Les approches alternatives à la théorie keynésienne face à l'endettement

La théorie **keynésienne** justifie la nécessité de l'endettement public pour la relance économique alors que ces approches explorent le champ des stratégies électorales, les gouvernements de coalition et les gouvernements unitaires etc...

Pour **Alesina et Tabellini**(1989), s'il existe dans un pays où on a deux partis qui sont potentiellement en position d'accéder au pouvoir alors ces partis ont de préférences différentes quant à la nature des dépenses publiques. Le parti au pouvoir peut décider d'augmenter aujourd'hui les dépenses publiques en s'endettant, satisfaisant son électorat, au mieux de se maintenir au pouvoir et au pire de ne pas faciliter la vie à son adversaire. Ainsi, il crée des conditions de gêner ultérieurement son adversaire politique du point de vue de la gestion de budget, si ce dernier venait à conquérir le pouvoir. Il engage aujourd'hui des recettes fiscales futures et donc diminue les possibilités futures de dépense de son adversaire surtout si la dette venait à être importante. En effet, la deuxième partie, une fois au pouvoir sera tenue de rembourser à un moment le service de la dette de l'emprunt. Ainsi, il sera obligé de réviser ses promesses électorales en diminuant les dépenses sociales et au risque de mécontenter son électorat. D'où l'idée de stratégies électorales à travers la dette. D'autres auteurs ont également élaboré les modèles sur les stratégies électorales et les cycles politiques et l'endettement public (**Persson, Savenson** (1989) ; **Aghion et Bolton** (1990) ; **Milesi-Ferret** (1995)).

3- Les développements empiriques sur l'endettement et la croissance

a- Les développements empiriques sur l'endettement

Les études recensées en rapport avec ne sont pas nombreuses. En effet, le lien entre le degré d'endettement et certaines variables macroéconomiques a fait l'objet de recherches économétriques, bien que la plupart d'entre elles ne traitent pas spécifiquement le cas du Bénin.

Les travaux de **Barry Eichengreen et Richard Portes** (1986) se sont intéressés à l'identification des déterminants du stock de la dette d'une trentaine de pays à un moment donné (1955) de leur économie. Pour eux, l'endettement excessif et le défaut de paiement tendent à réduire le taux de croissance réelle et la crédibilité de l'Etat.

Le plus connu des travaux est celui réalisé par **Ojo** (1989) "Debtcapacity model of Sub-Saharan Africa" qui par une approche économétrique montre que le rapport de l'encours de la dette/PIB d'une trentaine de pays africains durant la période de 1976 à 1984 est déterminé par : la variation des exportations (X), le rapport des importations/PIB, la population (pop) et au taux de croissance du PIB (Y) les résultats statistiques lui permettent de conclure que le rapport de l'encours de la dette/PIB est lié négativement à la variation des exportations, au taux de croissance du PIB et positivement au rapport de l'importation/PIB, puis à la croissance de la population (pop).

Aussi, d'autres ont –ils identifié le service de la dette comme étant un déterminant qui influence positivement l'endettement extérieur à travers des modèles économiques (**Claessens** (1990), **Warner** (1992) et surtout de **Borensztein** (1990)). **Borensztein** a conclut par une étude économétrique sur les données de la dette des philippines l'encours et le ratio de service de la dette/exportations ont globalement un effet inverse sur la formation du capital privé et incitent l'endettement du pays.

Ibi AJAYI (1991), analyse l'impact des facteurs extérieurs et intérieurs de l'endettement du Nigéria. En effet, il choisit comme déterminants du ratio dette/exportations les variables suivantes : les termes de l'échange, le taux de croissance du revenu des pays industrialisés, le taux d'intérêt réel, le ratio déficit budgétaire/PIB et le trend. Il affirme qu'on doit s'attendre ace qu'une aggravation des déficits accroisse le ratio dette/exportation. Les résultats de l'estimation de son modèle confirment cet état de fait.

Lamine N'Diaye (1993), fait une modélisation de l'endettement pour le Sénégal. Il montre que l'endettement s'explique positivement par le stock de la dette extérieure et négativement par le niveau de déficit de la balance courante. Aussi, l'appréciation du taux de change moyen CFA/US diminue le service de la dette. Considérant la quasi-inexistence de réserve au Sénégal, l'équation essaie d'expliquer les mouvements monétaires composés du compte d'opération, du tirage sur le FMI et de la contribution des Banques primaires au financement de la balance des paiements. Il trouve que malgré la faiblesse du coefficient de corrélation, cette explication des mouvements monétaires par le compte courant et les investissements directs nets peut être retenue. Au regard de ce résultat et de l'évolution de l'encours en rapport avec le compte courant il est difficile de justifier le niveau d'endettement du Sénégal par la recherche d'un équilibre des grandeurs macroéconomiques. C'est-à-dire que le **Sénégal** ne s'endette ni pour équilibrer sa balance courante ni pour accroître ses investissements, car le modèle montre que l'impact du stock de la dette sur ces derniers est très faible. Il estime en outre que l'explication des mouvements monétaires (compte d'opération) par le solde de la balance des paiements courants et les investissements nets directs, n'est pas satisfaisante du point de vue des résultats statistiques.

Rougier (1994) trouve, de même, des résultats contrastés au sein des pays Africains. D'après ces analyses économiques, l'encours de la dette rapporté au PIB exerce un effet dépressif sur la croissance en **côte d'ivoire**, au **Mali** et au **Tchad** sur la période 1970-1991. En revanche, l'effet est positif pour le **Niger**, **Madagascar** et le **Kenya**.

Cohen (1996) montre empiriquement que la dette a pesé sur la croissance dans les pays en développement (ainsi d'ailleurs, que le nombre de rééchelonnements). Cependant, ce résultat général n'est pas obtenu pour les pays de l'échantillon, notamment en ce qui concerne les pays Africains. Le poids de l'endettement sur la réduction de la croissance est négligeable pour **Burkina Faso**, le **Kenya**, les **Iles Maurice**, le **Rwanda**, l'**Afrique du Sud**, le **Zaïre**, le **Zimbabwe** et le **Mali**. Dans deux autres cas, l'impact de la dette sur la croissance elle-même positif (**Ghana** et **Tanzanie**).

Massa Coulibaly et al (2001) dans une étude réalisée sur l'endettement du **Mali** ont montré que les indicateurs statistiques tels que le taux d'intérêt, le financement ont un effet positif sur le niveau de l'endettement du **Mali**.

b- les développements empiriques sur la croissance

Les nouvelles théories de la croissance ont engendré une forte reprise des analyses empiriques et notamment économiques. Ceci a eu des retombées positives en ce qui concerne la constitution des bases de données. Toutefois, peu de ces analyses portent spécifiquement sur les pays les plus pauvres.

S'agissant de la qualification du lien entre le financement extérieur générateur d'endettement et les facteurs de croissance, l'hypothèse est que tout financement extérieur reçu est destiné à l'investissement. Le fait de supposer qu'une partie du financement est destinée à la consommation (**Kessler**1985), ne modifie pas les résultats qualitatifs. Il modifie bien entendu les résultats quantitatifs, en repoussant la date d'annulation de la dette (en cas d'insolvabilité), sauf si l'on adopte la position à la **Azam** Plane (1986) qui considère la connaissance comme source de croissance dans les pays les plus pauvres, il faut tenir compte du fait que l'Etat est le seul agent économique susceptible d'emprunter à l'étranger, en raison de rationnement de crédit qui touche presque tous les opérateurs privés.

Savidès (1995) a montré qu'en Afrique, les conditions initiales (PIB par habitant de l'année de départ) influent négativement sur le taux de croissance du PIB par habitant, ce qui étaye la thèse de convergence au sein du groupe. En revanche, le taux d'investissement, la croissance de la population, l'ouverture commerciale, le développement financier et le degré de liberté politique et économique ont un impact positif et significatif sur le taux de croissance. En revanche, la croissance du ratio de dépenses publiques sur le PIB contribue à l'augmentation de la croissance du PIB par habitant.

Il souligne que l'absence de significativité du taux de scolarisation peut être due au fait que le taux de scolarisation dans le secondaire n'est sans doute pas un bon indicateur du capital humain, parce qu'il ne prend pas en compte l'efficacité de la formation.

Des résultats très proches sont obtenus par **Ojo et Oshikoya** (1995). Pour eux, la croissance Africaine est essentiellement expliquée (positivement) par le taux d'investissement, (négativement) par le taux de croissance de la population, (positivement) par les exportations, (positivement) par le taux de change réel. Cette analyse inclut un groupe de pays à faibles revenus qui comprend six pays ; (Bénin, Ethiopie, Kenya, Tanzanie, ex Zaïre et Zambie).

Ojo et Oshikoya (1995) procèdent à une analyse économique de panel (68 pays de 1970 à 1995) qui semblent aussi valider cette hypothèse pour les pays Africains en général. Dans les

équations qui expliquent le taux de croissance réel par habitant d'une part, le taux d'investissement d'autre part, la variable taux d'endettement extérieur est significative, quoique faiblement dans le second cas. D'après leurs estimations, une réduction du taux d'endettement (dette extérieure/PIB) de 10% entraînerait une augmentation du taux de croissance des économies africaines de 0.3% et une augmentation de 0.4% du taux d'investissement.

Dessus et **Herrera**(1996) utilisant une procédure d'estimation d'équations simultanées, mettant en lumière un effet négatif de la dette publique sur l'investissement privé de faible niveau (élasticité de 0.03%), mais fortement significative (il est cependant curieux de constater que les résultats ne présentent aucun effet repérable de l'endettement public sur l'investissement public). Mais ces résultats ne font pas l'unanimité.

Coben(1996) montre empiriquement que la dette a pesé sur la croissance dans les pays en développement. Cependant, le résultat général n'est pas obtenu pour tous les pays de l'échantillon, en ce qui concerne les pays africains.

La plupart des analyses générales mettent l'accent sur une particularité africaine, qui se matérialise par le fait que la variable muette attachée aux pays africains est significative. Cette spécificité a été analysée en détail par **Collier** et **Gunning** (1997). Ces derniers concluent que quatre facteurs jouent un rôle important dans la faible performance africaine en terme de croissance ; faible ouverture du marché des biens (du fait de nombreuses distorsions, manque de capital social, fractionnement socio-ethnique, le respect des contrats), risques élevés (notamment au niveau de l'inflation) et faible performance du secteur public. La faiblesse du secteur financier joue également un rôle mais moins important.

Dans la situation typique de ces pays en dehors de l'Etat proprement dit, seules quelques grandes entreprises publiques sont susceptibles d'obtenir quelques crédits extérieurs et généralement auprès d'agences publiques spécialisées (**SFI, Proparco**...). Encore que ces crédits sont en majorité avalisés par l'Etat d'après les données de la Banque mondiale pour 1995 (Global Development Finance 1997).

SECTION 2 : Méthodologie de recherche

Cette section expose la méthodologie suivie pour conduire cette étude fine d'atteindre les objectifs fixés.

Paragraphe 1 : Spécification du modèle.

I- Modèles de référence

L'analyse du poids de l'endettement sur les dépenses d'investissements publics nous a conduit à la spécification d'un modèle d'investissement public. Le modèle élaboré dans ce travail s'inspire des travaux de Sturm (2001) et Cléments et al. (2003). Nous présentons ici ces deux travaux.

Jan Egbert Sturm a mené en 2001 une étude sur les déterminants de l'investissement public dans les pays en voie de développement. Cette étude a porté sur 123 pays en voie de développement non membre de l'OCDE observés sur la période 1970-1998. S'inspirant de **Kirchgässner** et **Pommerehne** (1998), il a utilisé dans son travail trois groupes de variables explicatives :

Variables structurelles : Urbanisation, Croissance de la Population.

Variables économiques : Taux réel de croissance du PIB, déficits budgétaires, dette publique, paiement d'intérêt par le gouvernement, investissement privé, aide extérieure, degré d'ouverture ;

Variables politico-institutionnelles : Stabilité politique, les cycles électoraux, liberté politique et économique.

L'étude de Sturm montre que les variables politico-institutionnelles ne semblent pas pertinentes pour expliquer l'investissement public dans les pays en voie de développement contrairement aux variables structurelles et économiques.

L'auteur montre surtout que les variables telles que : déficit public, investissement privé et aide extérieure contribuent fortement (effets statistiquement très significatifs) à l'explication de l'investissement public dans ces pays.

Quant à Bénédict Cléments, Rina Bhattacharya et Toan Nguyen ont mené en 2003 une étude sur l'impact que pourrait avoir la dette extérieure sur l'investissement public des pays à faibles revenus. A cet effet, ils ont estimé par la Méthode des Moments Généralisé (GMM) un modèle d'investissement public qui se présente comme suit :

$$\text{PUBINV}_{it} = \beta_r + \beta_1 \text{LYRPC}_{it} + \beta_2 \text{AIDGNI}_{it} + \beta_3 \text{URBAN}_{it} + \beta_4 \text{OPEN}_{it} + \beta_5 \text{DEBTSERY}_{it} + \beta_6 \text{EXTDEBT}_{it} + \beta_7 \text{EXTDEBT}^2_{it} + \mu_{it}$$

Où

PUBINV : Investissement public en pourcentage du PIB

LYRPC : Logarithme du revenu réel par tête (en dollar constant de 1995)

AIDGNI : Aide extérieure en pourcentage du revenu national brut

URBAN : Le ratio d'urbanisation

OPEN : Indicateur d'ouverture commerciale (somme des importations et des exportations des biens et services rapportés au PIB)

DEBTSERY : Taux du service de la dette en pourcentage du PIB

EXTDEBT : Logarithme de la valeur nominale de la dette extérieure

Ces auteurs ont montré que contrairement au stock de la dette extérieure (qui n'a aucun effet sur l'investissement public), le service de la dette extérieure pèse sur l'investissement public dans les pays en voie de développement.

Ces deux travaux nous ont permis d'identifier les variables à introduire dans notre modèle.

II- Variables du modèle, nature et sources des données

1- Description des variables du modèle

1.1-Variable à expliquer

La variable à expliquer est l'investissement public exprimé en pourcentage du PIB. Cette variable est désignée par PUBINV.

1.2- Variables explicatives

Le modèle prend en compte trois groupes de variables explicatives :

Variable structurelle : Taux de croissance de la population ;

Variables économiques : Dette publique extérieure, investissement privé, revenu réel par tête, aide extérieure, degré d'ouverture, épargne intérieure ;

Variable politique : Régime politique

Les variables explicatives du modèle se présentent comme suit :

INVPRIV désigne l'investissement privé exprimé en pourcentage du PIB.

A mesure que le niveau d'investissement privé s'accroît dans les pays en voie de développement, l'on pourrait assister à une baisse progressive du rôle de l'Etat dans l'économie, et par conséquent à une baisse de niveau des investissements publics (Jan Egbert Sturm, 2001 ; TeueaToatu, 2004 ; Boni Yalla et al, 2008). Il existerait donc une relation négative entre l'investissement privé et l'investissement public.

LYRPC correspond au logarithme du revenu réel par tête.

Le revenu réel par tête décalé d'une période est utilisé dans le modèle comme variable représentative du niveau de développement économique. On s'attend à ce qu'une augmentation du revenu réel par tête ait un effet positif sur l'investissement public.

CPOP désigne le taux d'accroissement de la population

L'introduction de la variable CPOP dans le modèle pourrait être justifier par le fait que l'accroissement de la population d'un pays a une influence directe sur le niveau d'investissement public réalisé par les autorités publiques qui doivent par exemple construire plus d'écoles, de routes, d'hôpitaux etc. Comme Jan Egbert Sturm, 2001 ;TeueaToatu, 2004 et

Boni Yalla et al,2008, on s'attend à une corrélation négative entre l'accroissement de la population et l'investissement public.

OUV correspond à un ratio d'ouverture commerciale.

Il s'agit de la somme des exportations (X) et des importations (M) de biens et services exprimés en pourcentage du PIB ($OUV = X+M / PIB$). Cet indicateur est traditionnellement le plus utilisé.

Les économies ouvertes sont souvent en concurrence pour attirer les investissements directs étrangers par exemple pour le financement des projets d'infrastructures (FMI, 2005). Pour cela, on s'attend à ce qu'il y ait une corrélation positive entre l'ouverture commerciale et l'investissement public.

DEBTSERY désigne le service de la dette extérieure exprimé en pourcentage du PIB.

Nous avons mesuré le service de la dette en pourcentage du PIB, et non des exportations, parce que, intuitivement au moins, cela semble le chiffre qui pèse le plus sur les décisions gouvernementales en matière d'investissement public.

On imagine que le service de la dette commence par éliminer l'investissement public dès lors qu'il absorbe une part croissante du revenu national. On s'attend donc à un signe négatif.

GDOMSAV désigne l'épargne intérieure brute exprimée en pourcentage du PIB.

Au Bénin, les ressources intérieures (Budget National, Banques, collectivités locales etc.) constituent une importante source de financement des investissements publics. On s'attend à ce que la hausse de l'épargne intérieure contribue à accroître le niveau d'investissement au Bénin. On s'attend donc à un signe positif.

AIDGNI désigne l'aide extérieure exprimée en pourcentage du revenu national brut. On s'attend à ce que l'afflux de l'aide extérieure permette à l'Etat d'accroître le niveau de l'investissement public. On s'attend donc à un signe positif.

LEXTDEBT désigne le logarithme de l'encours de la dette publique extérieure exprimée en pourcentage du PIB.

On s'attend à une corrélation positive entre l'encours de la dette extérieure et l'investissement public.

REGIME correspond au système politique en vigueur dans le pays.

Il s'agit d'une variable binaire qui prend 0 pour les années de dictature et 1 pour les années de démocratie.

2- Nature et source des données

Pour l'estimation du modèle, nous avons utilisé des séries temporelles qui couvrent la période 1982-2014. Ces données de diverses sources :

Les données relatives à la dette extérieure proviennent de la CAA et de l'AfricanDevelopmentIndicators (ADI) de la Banque Mondiale.

Les données relatives au PIB, à l'investissement public et l'investissement privé proviennent de l'INSAE et du BiPEN.

Les données relatives à l'épargne intérieure et l'ouverture commerciale, à l'aide extérieure proviennent du World DevelopmentIndicators (WDI) et Global Development Finance (GDF) de la Banque Mondiale.

Enfin, les données sur le revenu réel par tête et l'accroissement de la population proviennent du World Economic Outlook Database d'avril 2008 du FMI.

Paragraphe 2 : Recherche documentaire, collecte de données, méthode d'estimation et de vérification des hypothèses

I- Recherche documentaire et collecte de données

1- Recherche documentaire

La méthodologie adoptée est basée sur un travail d'investigation documentaire et des entretiens avec quelques acteurs de la chaîne de gestion de la dette et de la mise en œuvre de la politique de mobilisation des ressources extérieures au Bénin.

Notre étude a donc démarré par l'inventaire des différentes sources de documentation et une stratégie d'approche a été définie. Ensuite nous avons procédé à l'identification des institutions et des informateurs clés susceptibles d'orienter la recherche documentaire. Ainsi, ont été ciblées, les sources ci-dessous :

L'INSAE, la DGAE, BiPEN, DGTCP, et la BCEAO pour les données relatives au cadre macroéconomique du pays ;

La CAA pour toute la documentation relative à la dette extérieure du Bénin et à la mobilisation de l'aide extérieure ;

Centres de documentation de l'Université d'Abomey Calavi (UAC) ; de l'École Nationale de l'Économie Appliquée et de Management (ENEAM) ; de l'Institut de Recherche Empirique en Économie Politique (IREEP) ;

Les téléchargements à partir des sites Internet des Institutions Internationales telles que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, Pôle-Dette, la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED), l'OCDE, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) etc.

La collecte des documents de base a été la première étape du travail sur le terrain. Ce travail de collecte s'est accompagné d'entretiens avec les informateurs clés. Ces derniers ont été sollicités pour étoffer l'inventaire initial des documents de base.

La deuxième étape du travail a consisté à élaborer une grille d'exploitation des documents collectés (grille de lecture) et s'est prolongée avec l'organisation d'entrevues avec des personnes ressources préalablement identifiées. Ces entrevues nous ont permis d'approfondir nos connaissances sur le sujet traité, et dans certains cas de valider des informations relevées dans les documents de base.

Une grille d'interprétation des informations reçues a été élaborée sur chacune des stratégies nationales de mobilisation des ressources extérieures.

Une collecte et des traitements de statistiques ont été nécessaires pour compléter ou mettre à jour certaines informations parcellaires ou trop anciennes.

2- Collecte de données

Cette étape à consister à recueillir les informations relatives à l'évolution de certaines grandeurs macroéconomiques susceptibles d'étayer notre analyse. Il s'agit des chiffres relatifs à l'exécution financière du PIP, à la dette extérieure, au PIB, à l'investissement public, à l'investissement privé, à l'épargne intérieure, à l'ouverture commerciale, à l'aide extérieure, au revenu réel par tête et à l'accroissement de la population.

II) Méthodes d'estimation et de vérification des hypothèses.

1- Méthode d'estimation

Logiciel d'analyse

Pour les différents tests statistiques sur les variables et les estimations de modèle, nous utilisons le logiciel **Eviews 7**.

1.2-Méthode économétrique d'analyse

La méthode d'estimation retenue est celle des **Moindres Carrés Ordinaires** (MCO) à travers la technique de cointégration à la Engel-Granger, appelée aussi technique de cointégration en deux étapes.

2- Méthode de vérification des hypothèses

La vérification des hypothèses formulées dans ce travail se fera à la suite de l'estimation du modèle d'investissement public.

2.1 Méthode de vérification de la première hypothèse

La première hypothèse selon laquelle le service de la dette extérieure affecte négativement les dépenses d'investissements publics au Bénin sera validée si à la suite de nos estimations, le coefficient de la variable DEBTSERY est négatif et statistiquement significatif

2.2 Méthode de vérification de la deuxième hypothèse

La deuxième hypothèse selon laquelle l'épargne intérieure, le revenu réel par tête, le degré d'ouverture et l'aide extérieure sont les facteurs qui stimulent l'investissement public au Bénin sera validée si à la suite de nos estimations, les coefficients des variables GDOMSAV, OPEN, LYRPC, et AIDGNI sont tous positifs et statistiquement significatif.

CHAPITRE II : CADRE INSTITUTIONNEL ET EMPIRIQUE DE L'ETUDE

Ce chapitre, présente d'une part la présentation de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) et d'autre part, l'évolution de la dette extérieure Béninoise, du service de la dette extérieure, de l'investissement public au Bénin puis les relations économétriques qui existent entre les variables (DEBTSERY, GDOMSAV, OUV, CPOP, LYRPC LEXTDEBT, INVPRIV et AIDGNI) retenues.

SECTION 1 : Présentation de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)

Placée sous la tutelle du Ministre chargé des Finances, la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) a pour vocation d'assurer la gestion des fonds d'emprunts et le service de la dette publique

1-Historique de la CAA :

La Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) est une institution publique dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle a tout d'abord été instituée par l'ordonnance n°28/ PR/ MFAE du 03 Août 1966 portant création de la Taxe Spéciale d'Amortissement (TSA) qui permettait d'apurer la dette intérieure.

Son organisation a été instituée par le décret n°423/ PR/ MFAE du 12 Novembre 1966 portant organisation et fonctionnement de la CAA.

Ce décret a été successivement modifié compte tenu de l'évolution du système sociopolitique, par les décrets n°73-269 du 31 Août 1973 et n°98-63 du 16 Février 1998 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'institution, qui ont permis de redéfinir et de préciser sa mission.

Avec la Caisse de Dépôt et de Consignation (CDC) et le Fonds National d'Investissement (FNI), la CAA formait en 1973 un groupe qui devait permettre à l'Etat de financer ses projets de développement et de gérer les épargnes intérieures et extérieures. Ces trois structures existaient jusqu'en 1989. Après la conférence, le FNI a été liquidé et la CDC quant à elle n'a jamais été opérationnel depuis sa création à cause des changements politiques et stratégiques de l'Etat.

La CAA reste donc la seule structure étatique au Bénin spécialisée dans la gestion des projets et l'amortissement de la dette publique.

2- Missions et Attributions de la CAA :

La Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) du Bénin a pour missions essentielles :

La mobilisation et la gestion des ressources financières intérieures et extérieures (emprunts, dons, obligations) ;

La négociation des prêts et dons et, l'accomplissement des formalités d'entrée en vigueur des Accords de financement (telles que les projets de décrets de saisine de l'Assemblée Nationale par le président de la république, la demande de l'avis juridique auprès de la Cour Suprême, la publication au Journal Officiel, etc.) ;

Le suivi de l'accomplissement et la centralisation de toutes les formalités préalables au premier décaissement. Elle est l'interface entre l'Etat et les bailleurs de fonds (bilatéraux et multilatéraux) pour les projets et programmes qu'ils financent dans notre pays ;

L'assistance au Ministre chargé des Finances au cours des travaux en commission et en plénière dans le cadre de l'examen par l'Assemblée Nationale des demandes d'autorisation de ratification des Accords de prêts par le Président de la République.

La CAA joue aussi un rôle d'intermédiation dans le financement des entreprises d'Etat par la rétrocession des fonds d'emprunts obtenus auprès des bailleurs de fonds. Elle traite et transmet les demandes d'appel de fonds auprès des bailleurs pour les projets et assure le service de la dette lié aux Accords de prêts signés avec les partenaires au développement. Elle procède au recouvrement des prêts rétrocédés auprès des structures bénéficiaires.

Gestionnaire par excellence de la dette publique et de tous les fonds publics qui lui sont confiés par l'Etat, la CAA est chargée de l'émission des emprunts publics et du contrôle de l'émission de tous emprunts publics émis ou contractés dans le public, sous quelque forme que ce soit.

A titre d'exemple, sous la houlette du Ministre de tutelle, elle a mobilisé plus de 54 milliards de FCFA (soit environ 83 millions d'Euro) en Janvier 2007 pour un objectif indicatif de 40 milliards de FCFA (soit environ 61 millions d'Euro). Le succès de cette opération et sa première cotation en bourse le 29 Juin 2007 traduit une fois encore la crédibilité du Bénin sur le marché financier régional.

Elle assume également la fonction de Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de l'Endettement (CNE). A ce titre la CAA est chargée de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de la politique nationale de l'endettement.

3-Ressources et Emplois de la Caisse Autonome d'Amortissement

3-1- Les ressources de la CAA

Les ressources de la CAA sont essentiellement budgétaires et constituées de ressources propres (prêts rétrocédés) et des dotations du Trésor Public. La principale source de financement de ses activités provient du budget général de l'Etat. A cela s'ajoutent les taxes sur la valeur ajoutée (TVA) perçues au cordon douanier et les intérêts perçus sur les prêts qu'elle octroie à certaines structures. Ces fonds lui permettent ainsi de financer ses différentes activités. Au titre des ressources financières, nous pouvons citer :

Les prêts rétrocédés et autres ressources propres ;

Les ressources diverses ;

Les ressources additionnelles.

En dehors des ressources financières citées ci-dessus, la CAA est dotée de ressources humaines de qualité qui lui permettent de réaliser les objectifs qui lui sont assignés. Son fonctionnement dépend entièrement de son personnel qui doit être compétent et motivé car toutes les autres ressources de l'entreprise lui sont confiées et il se doit de les gérer convenablement. Le tableau n°1 nous fournit les informations sur la répartition des ressources humaines de la CAA.

Tableau n°1 : Répartition par catégorie et par sexe des Ressources Humaines de la CAA

Eléments	Cadres Supérieurs		Cadres Moyens		Personnels de Service		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F
APE	04	05	01	00	00	00	05	05
Conventionnés	25	07	11	23	12	03	48	33
Total	29	12	12	23	12	03	53	38
Effectif Total	41		35		15		91	

Source : CAA (Direction Administrative)

3-2- Les emplois de la CAA

Les réalisations portent sur le service de la dette publique et les charges de fonctionnement de l'institution constituées des frais du personnel et des achats de biens et services.

Le service de la dette publique concerne les remboursements au titre de la dette extérieure (bilatérale et multilatérale) et de la dette intérieure (Fonds National d'Investissement et arriérés non salariaux, charges financières d'emprunts obligataires et des frais de gestion de titres publics).

4- Organisation et Fonctionnement de la Caisse Autonome d'Amortissement

4-1-Structure organisationnelle

Elle comprend :

L'Organe d'Administration : **Le Conseil de Gérance** qui donne son avis sur les opérations d'émissions d'emprunts qu'elle effectue ou contracte, sur les fonds d'emprunts publics destinés à financer les programmes d'investissement.

L'Organe d'Exécution : **La Direction Générale**

La Caisse Autonome d'Amortissement est dirigée par un Directeur Général assisté d'un adjoint. Le Directeur Général est nommé par décret, pris en conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé des Finances, après avis consultatif du Conseil de Gérance.

Il est l'ordonnateur du budget de fonctionnement de la Caisse Autonome d'Amortissement et l'administrateur de crédits pour les dépenses relatives au remboursement de la dette.

L'Organe Consultatif : **Le Comité de Direction** (CODIR) qui a pour but d'assister le Directeur Général dans la gestion de la CAA.

Un **Délégué du Contrôleur Financier** (DCF) dont la mission est de contrôler la régularité des dépenses de l'institution ;

Un **Receveur des Finances de la Dette** (RFD) chargé de l'exécution et de l'enregistrement comptable des opérations financières selon les normes en matière de comptabilité publique.

4-2-Structure fonctionnelle

L'activité quotidienne de la Caisse Autonome d'Amortissement s'organise autour de sept (07) directions techniques accompagnées d'une cellule des marchés publics et coordonnées par la Direction Générale.

4-2-1-Les Directions Techniques

Les directions techniques de la CAA sont réparties en directions organisationnelles et en directions fonctionnelles.

Les directions opérationnelles

La Direction de la Dette Publique (DDP)

Elle est chargée de la gestion des fonds d'emprunts et de la dette publique. Elle assure donc les activités de mobilisation proprement dite des fonds d'emprunts et d'amortissement de la dette publique.

Enfin, la DDP s'occupe du règlement des décomptes suivant les procédures des bailleurs, ainsi que du règlement de la dette à la charge des tiers (prêt rétrocédé, répercuté ou rééchelonné).

Elle se compose de deux (02) services

Le Service de la Mobilisation des Emprunts ou Service de la Mobilisation de l'Aide Extérieure (SMAE) ;

Le Service de l'Amortissement de la Dette Publique (SADP).

La Direction des Etudes (DE)

Ayant à sa tête un Directeur et des Directeurs Adjoints pour chaque service, elle s'occupe des études juridiques, économiques et financières.

Elle comprend deux (02) services :

Le Service des Etudes Générales (SEG) ;

Le Service des Négociations et des Conventions (SNC).

La Direction du Recouvrement et de la trésorerie (DRT)

Cette Direction a pour missions essentielles :

La rétrocession aux bénéficiaires des prêts, (le suivi de leur mobilisation et de leur recouvrement) ;

La reconstitution des fonds de dons spéciaux japonais ;

Le suivi et la gestion de l'ensemble de la trésorerie.

Assisté d'une Directrice Adjointe, elle comprend deux (02) services que sont :

Le Service Recouvrement ;

Le Service Trésorerie et Comptabilité.

Il est en outre important de rappeler que comme pour tout organisme public ou semi public bénéficiant de subventions, de l'Etat, il a été créé auprès de la CAA, une Recette des Finances de la Dette (RFD) et une Délégation du Contrôleur Financier (DCF).

Les directions fonctionnelles

Le Secrétariat Général (SG)

Il est la mémoire de la CAA. A ce titre, il concourt à la réalisation des objectifs de l'institution sur tous les plans. Assistée d'un Adjoint, la Secrétaire Générale assure le suivi des activités de toutes les Directions Techniques.

Le secrétariat général comprend :

Le Secrétariat Administratif ;

La Cellule Passation des Marchés ;

Le Service Documentation.

La Direction Administrative (DA)

Cette Direction est chargée de la gestion du personnel de la CAA. Elle prépare le budget de fonctionnement, en assure le suivi et rend compte à la Direction Générale de façon mensuelle ou immédiatement en cas d'anomalie.

Elle se compose de deux (02) services :

Le Service du Personnel et de la Formation ;

Le Service Matériel et du Budget.

La Direction du Contrôle et du Suivi des Projets (DCSP)

En tant que direction, elle est chargée de :

Procéder à tous les contrôles de fonctionnement et de gestion internes ;

Assurer le suivi de l'exécution des projets inscrits au Programme d'investissements Publics (PIP) ;

Organiser la collecte des informations tant qualitatives que quantitatives nécessaires au suivi et à l'évaluation des Projets inscrits au PIP et financés sur ressources extérieures ;

Apporter en cas de besoin, un appui technique aux cellules d'exécution des projets dans le domaine des procédures de mobilisation de fonds et d'acquisition de biens et services ;

Participer à l'évaluation ex-ante et ex-post des projets ainsi qu'au suivi des plannings et à la supervision desdits projets ;

Vérifier selon une périodicité déterminée, l'adéquation des décaissements effectués par rapport à l'exécution physique des projets.

Elle comprend deux (02) services :

Le Service Suivi des Projets ;

Le Service Contrôle.

La DCSP assure le suivi des projets à travers des séminaires de formation et la participation aux missions de supervision relatives aux activités menées par les projets.

Elle est chargée de procéder à tous les contrôles, notamment le contrôle interne et le contrôle de gestion, et d'assurer le suivi de l'exécution des projets sur financement extérieur.

4-2-2- Direction Informatique :

Placée en position « staff » elle est du suivi et de la mise en œuvre de la CAA en matière de développement informatique et de modernisation des moyens de gestion des services. Elle chargée de :

Concevoir et réaliser des applications spécifiques pour chaque direction ;

Assurer l'informatisation de toute la CAA ;

Proposer l'acquisition et l'installation des équipements et logiciels ;

S'assurer de la maintenance des installations ;

Analyser la configuration du système informatique proposé par la CAA.

Cellule de Passation des Marchés Publics(CPMP) :

La CPMP est installée suite à la réforme de la chaîne des dépenses de l'Etat. Elle est placée sous la tutelle du Secrétariat Général et est chargée de coordonner toutes les opérations entrant dans le cadre des acquisitions de biens et services au profit de l'institution puis établit un plan annuel de ces acquisitions.

SECTION 2 : CADRE EMPIRIQUE DE L'ETUDE

Paragraphe 1 : ANALYSE DE LA DETTE EXTERIEURE DU BENIN

L'encours de la dette extérieure du Bénin, le service de la dette extérieure ainsi que l'investissement public au Bénin connaissent au fil du temps une évolution respectivement relative à l'acquisition de la dette, au service assuré de la dette extérieure et à la réalisation d'investissement.

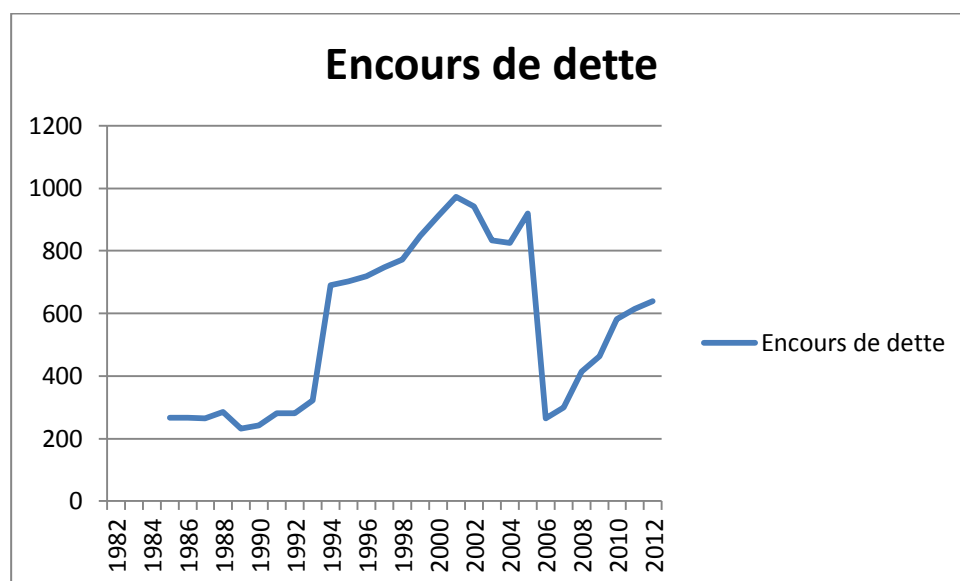
1.L'encours de la dette extérieure béninoise de 1982 à 2012 en milliards de FCFA

L'histoire de l'endettement extérieure du Bénin remonte aux lendemains des indépendances avec le démarrage de son programme d'équipements administratifs et reconstruction de quelques infrastructures sociales qui devraient être financés sur des emprunts extérieurs.

L'encours de la dette extérieure du Bénin sur la période 1982-2012 a évolué de façon irrégulière. De 1982 à 1993, l'encours de la dette s'articule en moyenne autour de 240,24 milliards de FCFA. Le niveau de l'encours de la dette extérieure béninoise a été suffisamment perturbé par la dévaluation du FCFA intervenue en 1994, qui l'a vu passer à 691,04 milliards FCFA en 1994. Sur la période 2001-2004, cet encours a connu régulièrement une diminution passant de 974,37 milliards FCFA à 826,26 milliards avant de remonter à 919,4 milliards en 2005. Il est descendu à 264,4 milliards en 2006. Cette tendance baissière est due aux annulations de dette obtenues par le Bénin dans le cadre de la mise en œuvre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM). Malgré cette faveur, l'encours de la dette a connu une hausse importante passant de 299,7 milliards en 2007 à 638,89 milliards en 2012 pour avoir diversifié ces sources de financement par le recours au marché financier régional. (DDP/CAA, Janvier 2015).

Cette évolution de l'encours de la dette extérieure est représentée par le graphique ci-dessous.

Graphique 1: Evolution de l'encours de la dette extérieure du Bénin de 1982 à 2012 en milliards de francs CFA

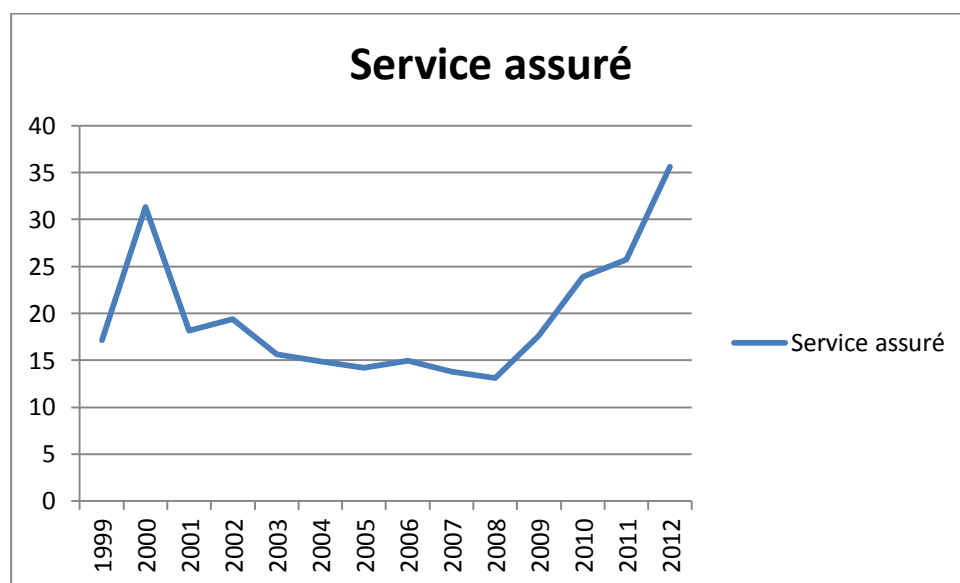


Source : nos travaux

2. Le service assuré de la dette extérieure du Bénin sur la période 1999-2012 en milliards de FCFA.

Le service de la dette extérieure du Bénin a connu sensiblement la même évolution sur la période 1999-2012. De 1999 à 2004, il oscille entre 14,91 milliards et 31,34 milliards chutant à 14,19 milliards de FCFA en 2005, due l'IADM. Sur la période 2002-2005, le service assuré de la dette extérieure a connu une diminution passant de 19,4 milliards à 12,9 milliards FCFA. De 2006, le service de la dette extérieure passe de 14,97 pour croître fortement à 35,65 milliards en 2012 (voir graphique 2).

Graphique 2 : Evolution du service assuré de la dette du Bénin en milliards de FCFA de 1999-2012

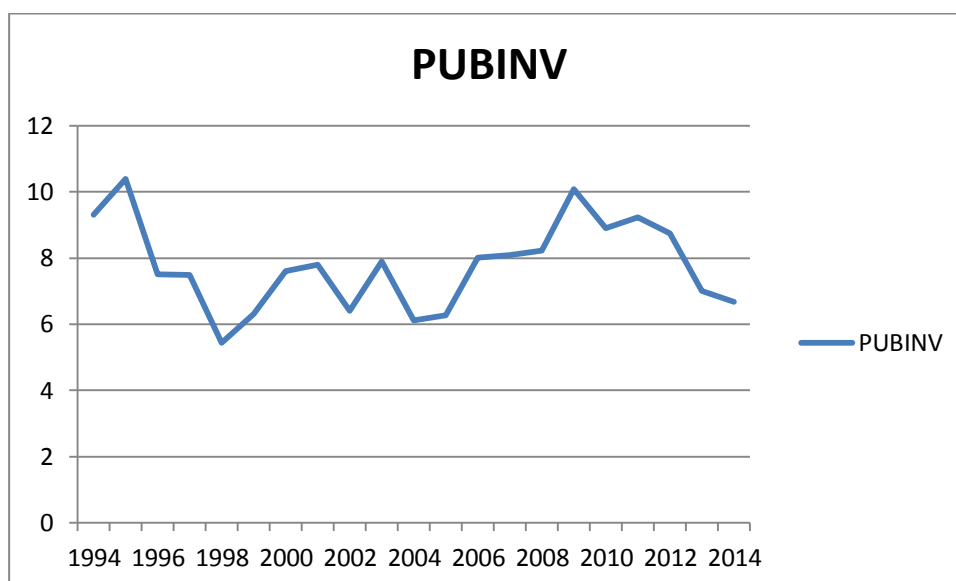


Source : nos travaux

3. Investissement public au Bénin en milliards de FCFA de 1982-2012.

Dans la période 1994-1999, l'investissement public au Bénin s'est accentué en moyenne autour de 76,34 milliards FCFA. Sur la période 2000-2014, l'investissement public du Bénin a évolué de façon irrégulière et en dents de scie oscillant entre 90,4 milliards et 302,3 milliards de FCFA tel que l'indique le graphique 3 ci-dessous.

Graphique 3 : Evolution de l'investissement public du Bénin en milliards de FCFA de 1994 à 2014



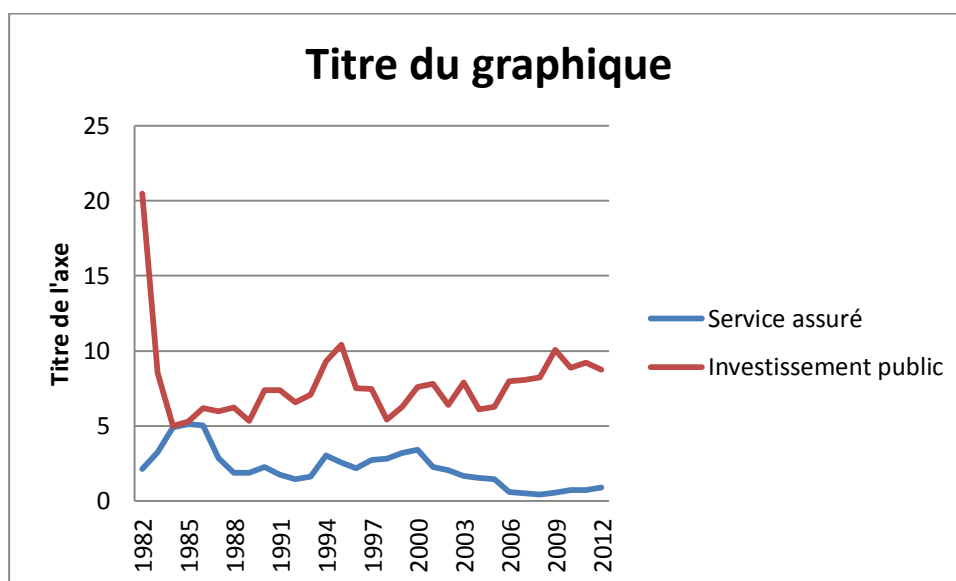
Source : nos travaux

Il convient de faire une analyse conjointe du service de la dette assuré et de l'investissement public pour en ressortir l'effet de l'endettement sur les dépenses d'investissements publics au Bénin.

Par ailleurs, comme l'ont montré certaines études empiriques menées sur les pays pauvres, le remboursement du service de la dette extérieure non seulement entraîne une modification de la composition des dépenses publiques mais également, agit négativement sur la croissance car il réduit le montant des ressources publiques disponibles pour la réalisation des investissements.

Lorsqu'on observe attentivement l'évolution conjointe du service de la dette extérieure et de l'investissement public du Bénin, on remarque qu'en général, chaque fois que le ratio du service de la dette extérieure/PIB connaît une hausse, le taux d'investissement public tend à baisser (voir graphique 4).

Graphique 4 : Investissement public et service de la dette en pourcentage du PIB de 1982 à 2012.



Source : nos travaux

L'analyse globale montre qu'au fil du temps, le degré d'endettement du Bénin s'élève grandement de même que sa solvabilité de la dette extérieure. Cela permet aux bailleurs de fonds de combler chaque fois le déficit budgétaire (la part des investissements publics qui ne cessent d'accroître en ces mêmes dimensions). Pour cette étude de la dette extérieure du Bénin, nous avons remarqué que le remboursement de la dette agit effectivement sur une part importante de la production c'est-à-dire sur les dépenses prévues pour les investissements publics. Or, pour un pays en développement où les investissements publics sont amoindris, les investissements privés (secteur informel) occupent la place d'où l'inefficacité de la politique de l'Etat. Il implique la réduction du revenu réel par tête et un taux de croissance de la population non amorti. La maîtrise du ratio est due à la mise en place de la politique d'amortissement de la dette entreprise par l'Etat Béninois depuis quelques décennies.

Paragraphe2 : Tests statistiques sur les variables et présentation des résultats d'estimations.

1. Tests statistiques sur les variables

1.1 Test de stationnarité

Lorsqu'on utilise des données temporelles, il est primordial qu'elles conservent une distribution constante dans le temps. Ce concept de stationnarité doit être vérifié pour chacune des variables afin d'éviter des relations factices pour lesquelles les résultats pourraient être significatifs, alors qu'ils ne le sont pas en réalité. Si une série est non stationnaire, la différencier peut la convertir en série stationnaire.

Test de stationnarité sur les variables du modèle

Les tests ont été conduits sur les variables en niveau et sur leurs différences premières. Les tests effectués sur les variables en niveau, montre qu'on ne rejette pas au seuil de 5% l'hypothèse nulle de présence de racine unitaire dans la plupart des cas.

Les tests effectués sur les différences premières des variables montrent que les séries sont stationnaires en première différence.

En guise de conclusion, la plupart des séries sont intégrées d'ordre un (I(1)).

Les résultats des tests de stationnarité sur les variables du modèle sont consignés dans le tableau suivant :

Tableau2: Résultats du test ADF sur les variables du modèle (Eviews 7)

Variables	Niveau			Différence première		
	ADF calculé	ADF théorique (seuil de 5%)	Stationnarité	ADF calculé	ADF théorique (seuil de 5%)	Stationnarité
OUV	-3,285888	-3,574244	Non	-6,398219	-3,574244	Oui
AIDGNI	-2,119689	-3,574244	Non	-6,795357	-3,574244	Oui
PUBINV	-4,202591	-3,574244	Oui	-7,868088	-3,574244	Oui
INVPRIV	-3,771752	-3,574244	Oui	-7,822406	-3,574244	Oui
GDOMSAV	-3,082359	-3,574244	Non	-7,316857	-3,574244	Oui
LEXTDEBT	-1,881336	-3,574244	Non	-5,756026	-3,574244	Oui
DEBTSERY	-3,449380	-3,574244	Non	-3,970445	-3,574244	Oui
LYRPC	-2,883389	-3,574244	Non	-6,328399	-3,574244	Oui
CPOP	-1,754379	-3,574244	Non	-5,932135	-3,574244	Oui

Source : A partir des résultats sous Eviews7

1.2. Test de cointégration

Un autre test à réaliser lorsqu'on travaille avec les séries temporelles est celui de la cointégration. Le but est de détecter si les variables possédant une racine unitaire ont une tendance stochastique commune. Si tel est le cas, il existe une relation d'équilibre dans le long terme entre les variables ; et la combinaison linéaire des variables provenant des séries non stationnaires est quant à elles stationnaires. Dans une telle situation, la formulation en première différence mène à une mauvaise spécification du modèle et des termes de corrections d'erreurs doivent être ajoutés.

1.3 Test de cointégration sur les variables du modèle

Nous avons dans un premier temps régressé la variable PUBINV sur les variables explicatives en niveau.

Ensuite, nous avons récupéré les résidus de la régression. En soumettant ces résidus au test ADF, nous obtenons un $t_{\text{statistic}} = -10,03130$, ce qui est inférieur aux valeurs critiques aux seuils respectifs de 1%, 5% et 10%. Les résidus sont donc stationnaires. Il existe une relation de cointégration entre les variables (voir annexe 3)

L'existence de cette relation de cointégration nous impose l'utilisation de l'approche à deux étapes de Engle et de Granger afin de prendre en compte dans nos estimations, aussi bien les effets statique que les effets dynamiques.

2- Présentation des résultats d'estimation

Pour les besoins de l'analyse, nous avons estimé le Modèle à Correction d'Erreur (MCE) en deux étapes à la Engle-Granger.

Première étape : le modèle de long terme

Les résultats du modèle de long terme se présentent dans le tableau suivant :

Tableau 4 : Estimation de modèle de long terme

Variabes	Coefficients	Probabilités
C	15.90375	0.5650
OUV	0.268280	0.0063
AIDGNI	-0.347029	0.0219
LYRPC	-6.933298	0.4192
DEBTSERY	-2.256471	0.0005
CPOP	0.297602	0.8764
GDOMSAV	0.712876	0.0006
LEXTDEBT	6.180236	0.0295
INVPRIV	-0.724899	0.0064
R ² = 0,714136		
DW = 1,742639		
F- stat = 6,869971		

Source : réalisé à partir des résultats d'estimation sous Eviews

Les variables ouverture commerciale, aide extérieure, service de la dette, épargne intérieure, encours de la dette extérieure et l'investissement privé sont significativement différent de zéro au seuil de 5% (selon le test de Student).

$R^2 = 0,714136$, ce qui prouve que l'ajustement du modèle est bon. En effet, l'investissement public est expliqué à 71,41% par les variables explicatives du modèle.

La probabilité de Fisher de long terme (0,000153) est inférieure à celle de 5% prouve que le modèle de long terme est statistiquement significatif.

2.1 Test de normalité des erreurs

Ici on applique le test de normalité des résidus. La règle de décision consiste à accepter cette hypothèse si la probabilité de la statistique de Jarque-bera est supérieure à 5%. Ici, cette probabilité de statistique de Jarque-Bera est de 0,581641, supérieure à 5%, nous permet de conclure que les résidus du modèle sont normaux. Cela s'illustre plus aisément par l'annexe 4.1.

2.2 Test d'hétéroscédasticité des erreurs

Pour étudier l'hétéroscédasticité des erreurs, on applique le test de white

dont les hypothèses sont les suivantes :

H_0 : modèle homoscedasticité

H_1 : modèle hétéroscédasticité

Il s'agit ici d'accepter l'hypothèse nulle H_0 (hypothèse homoscedasticité) si la probabilité est supérieure à 5%. Ici cette probabilité est égale à 0,0074(cf annexe 4.2). Le test d'hétéroscédasticité de white nous permet de conclure que les résidus du modèle sont homoscedastiques.

Test auto corrélation des erreurs

Le résultat du test d'auto corrélation de Breusch-Godfrey montre que la probabilité de la statistique de Fisher (0.7904) est supérieure à 5%. Les erreurs sont donc non auto-colorées (cf annexe 4.3).

Test cusum et cusum carre de stabilité

La stabilité du modèle est testée grâce aux tests de CUSUM et CUSUM CARRE. Ces tests montrent que les courbes ne coupent pas leur corridor. Nous pouvons conclure que le modèle est structurellement et ponctuellement stable (cf graphique 5).

3 -Test de stationnarité sur le résidu du modèle de long terme

Le résidu du modèle est stationnaire (annexe 3) en différence première, ce qui nous permet d'estimer le Modèle à Correction d'Erreur qui suit :

Deuxième étape : Estimation du modèle à correction d'erreur

Tableau 5 : Estimation du Modèle à Correction d'Erreur

Variabes	Coefficients	Probabilités
C	-0.415756	0.2324
OUV	0.225617	0.0056
AIDGNI	0.071416	0.6810
LYRPC	9.321608	0.2335
DEBTSERY	-1.128508	0.0650
CPOP	-1.293098	0.5177
GDOMSAV	0.593778	0.0019
LEXTDEBT	0.860876	0.7757
INVPRIV	-0.282363	0.1587
RESID(-1)	-0,223266	0,0466
R ² = 0,659949		
DW = 2,027819		
F- stat = 5,094349		

Source : Réalisé à partir des résultats d'estimation sous Eviews 7

Commentaire :

A court terme, les variables aide extérieure, revenu réel par tête, taux de croissance de la population, service de la dette ; encours de la dette extérieure et investissement privé ne sont pas significatifs car la probabilité associés à leur statistique de student est supérieur à 5% ; tandis que les variables ouverture commerciale et épargne intérieure sont significatifs car ayant leur probabilité associée à leur statistique de student inférieur à 5%.

R²= 0,659949, prouve que l'ajustement du modèle est bon. Compte tenu des estimations du modèle, nous pouvons déduire que les variables explicatives expliquent à 65,99% l'investissement public.

La statistique de Fisher F -statistique = 0,001284 obtenue est inférieure à celle au seuil de 5%. Alors le modèle est globalement significatif.

Le coefficient de RESID(-1) a un coefficient (-0,223266) et négatif. Nous pouvons donc passer à l'interprétation des différentes statistiques du modèle à correction d'erreur :

3.1 Test de normalité des erreurs

Ici on applique le test de normalité des résidus. La règle de décision consiste à accepter cette hypothèse si la probabilité de la statistique de Jarque-bera est supérieure à 5%. Ici, cette probabilité de statistique de Jarque-Bera est de 0,995644, supérieure à 5%, nous permet de conclure que les résidus du modèle sont normaux. Cela s'illustre plus aisément par l'annexe 5.1.

3.2 Test d'hétéroscédasticité des erreurs

Pour étudier l'hétéroscédasticité des erreurs, on applique le test de white dont les hypothèses sont les suivantes :

H_0 : modèle homoscélasticité

H_1 : modèle hétéroscédasticité

Il s'agit ici d'accepter l'hypothèse nulle H_0 (hypothèse homoscélasticité) si la probabilité est supérieure à 5%. Ici cette probabilité est égale à 0,1705 (cf annexe 5.2). Le test d'hétéroscédasticité de white nous permet de conclure que les résidus du modèle sont homoscélastiques.

3.3 Test auto corrélation des erreurs

Le résultat du test d'auto corrélation de Breusch-Godfrey montre que la probabilité de la statistique de Fisher (0.5364) est supérieure à 5%. Les erreurs sont donc non auto-colorées (cf annexe 5.3).

3.4 Test cusum et cusum carre de stabilité

La stabilité du modèle est testée grâce aux tests de CUSUM et CUSUM CARRE. Ces tests montrent que les courbes ne coupent pas leur corridor. Nous pouvons conclure que le modèle est structurellement et ponctuellement stable (cf graphique 6).

Paragraphe 3: Interprétation des résultats, vérification des hypothèses et recommandations à l'endroit de l'Etat

I- Interprétation des résultats

1. Relation de long terme

La relation de long terme relie positivement d'une part, l'ouverture commerciale (OUV), aide extérieure (AIDGNI), épargne intérieure (GDOMSAV) et l'encours de la dette extérieure (LEXTDEBT), à l'investissement public (PUBINV). D'autre part, elle relie négativement le service de la dette extérieure (DEBTSERY), revenu réel par tête (LYRPC) et l'investissement privée (INVPRIV) à l'investissement public.

Le coefficient de la variable DEBTSERY est significatif. Le modèle montre que toute augmentation d'un point de pourcentage du PIB du service de la dette extérieure entraîne une baisse du taux d'investissement de 2,25, toute chose égale par ailleurs.

Ce résultat montre qu'au Bénin, le remboursement du service de la dette extérieure a un poids sur l'investissement. L'effet négatif (-2,25) trouvé dans ce travail semble très prononcé comparativement à ceux auxquels Konso Bola Alain (2005), Clements et al. (2003) ont abouti.

Le coefficient de la variable AIDGNI est négatif et significatif. L'aide extérieure n'est pas pertinente dans l'explication du taux d'investissement public du Bénin. Le signe négatif pris par le coefficient nous paraît néanmoins surprenant au regard de l'importance de l'aide extérieure dans le financement de l'investissement public au Bénin. Cet effet négatif de l'aide extérieure sur l'investissement public pose une fois encore l'éternelle question de l'efficacité de l'aide extérieure dans les pays pauvres.

L'ouverture commerciale (OUVt) a un effet positif significatif sur l'investissement public. Ce résultat qui demeure conforme à ceux d'Egbert sturm (2001), Clemens et al. (2003) et Konso Bola Alain (2005) montre qu'au Bénin, toute augmentation d'un point de pourcentage de la part des importations et des exportations dans le PIB semble contribuer à accroître l'investissement public 0,26 point de pourcentage du PIB, toute chose égale par ailleurs. Ce résultat nous amène à penser que la participation du Bénin au commerce

international amène les autorités public a accroitre le niveau des investissements publics afin d'attirer les capitaux étranger.

Le revenu réel par tête (LYRPC) utilisé ici comme variable par procuration du développement économique est positivement relié à l'investissement public. Cela signifie donc que toute augmentation du revenu réel par tête permet d'accroitre le niveau d'investissement public au Bénin. A long terme, la hausse du revenu réel par habitant peut donc nettement stimuler l'investissement public au Bénin. Ce résultat vient renforcer l'idée généralement défendue par des institutions comme le PNUD et le FMI qui fait état de ce que le niveau de l'investissement public dans un pays dépend dans une certaine mesure de son niveau de développement économique.

Au Bénin, il existerait une relation négative significative entre le niveau de l'investissement privé (INVPRIV) et le niveau de l'investissement public.

Le taux d'accroissement de la population (CPOP) est négativement corrélé avec l'investissement public.

L'épargne intérieure a un impact positif significatif sur l'investissement public. Les résultats d'estimation montrent qu'une augmentation d'un pourcentage de l'épargne intérieure permettrait d'accroitre le taux d'investissement public de 0,71.

2. Relation de court terme

Le modèle à correction d'erreurs nous permet de tirer les conclusions suivantes :

Il existerait une cointégration à la Engle-Granger entre l'investissement public (PUBINV) et les variables explicatives du modèle. Cela voudrait dire que ces variables conservent une évolution commune dans le temps.

Le coefficient (**-10,03**) du résidu retardé RESID (-1) traduit l'impact de la dynamique de long terme. Il rend compte d'une force de rappel vers l'équilibre de long terme. Dans ce cas, il signifie que les chocs sur le taux d'investissement public (PUBINV) ont un délai d'ajustement d'environ un an. C'est-à-dire que suite à un choc, il faudrait environ un an pour que les variables retrouvent leur équilibre ou leur tendance normale.

Le coefficient de (DEBTSERY_t) est négatif. Cela voudrait dire que toute variation de court terme d'un point de pourcentage de PIB du service de la dette extérieure entraîne une variation du taux d'investissement public de **-1,12** toute chose égale par ailleurs. Au Bénin, les fluctuations de court terme de l'investissement public sont dans une grande mesure expliquées par les variations du service de la dette extérieure. Le poids du service assuré de long terme est toute fois supérieur à celui de court terme.

Le coefficient de la variable ouverture commerciale (OUV_t) est positif et significatif au seuil de 1%. C'est la preuve qu'au Bénin, les fluctuations de court terme de l'ouverture commerciale, semble stimuler l'investissement public.

Le coefficient de INVPRIV_t est négatif et significatif. A court terme, l'investissement privé est négativement relié à l'investissement public au Bénin.

La relation de court terme montre que le revenu réel par tête (LYRPC_t), la croissance de la population (CPOP) ne semblent pas pertinents dans l'explication de la dynamique de l'investissement public.

A court terme, les fluctuations de l'épargne intérieure semblent stimuler significativement l'investissement public au Bénin.

II- Vérification des hypothèses

Le paiement du service de la dette extérieure a un effet négatif sur les dépenses d'investissement public au Bénin. En effet les résultats d'estimations montrent que le service de la dette extérieure a un effet négatif significatif à court terme et à long terme sur l'investissement public.

Ce résultat nous amène à valider l'hypothèse 1 selon laquelle le service de la dette extérieure affecte négativement les dépenses d'investissements publics au Bénin.

Les estimations montrent que ce soit à court terme ou à long terme, l'ouverture commerciale (OUV) et l'épargne intérieure (GDOMSAV) ont des effets positifs statistiquement significatifs sur l'investissement public.

Quant au revenu réel par tête (LYRPC), il a un effet positif statistiquement non significatif sur l'investissement public dans les relations de long terme et de court terme.

Enfin, à long terme, l'aide extérieure (AIDGNI) a un effet négatif significatif sur l'investissement public ; tandis qu'à court terme, elle a un effet positif non significatif sur l'investissement public.

A partir de ces différents résultats, l'hypothèse 2 selon laquelle ces variables sont les canaux par lesquels l'on pourrait stimuler l'investissement public au Bénin est rejetée.

III- Recommandations

Au regard des divers résultats d'estimations, nous formulons à l'endroit de l'Etat les recommandations orientées essentiellement vers trois axes principaux:

1^{er} axe : Prudence en matière de mobilisation des ressources extérieures

La mobilisation des ressources externes devrait rester prudente en privilégiant le recours aux emprunts concessionnels. La mobilisation des emprunts concessionnels, notamment auprès des créanciers émergents, devrait dans tous les cas se faire dans les perspectives de viabilité de la dette extérieure du Bénin, en accord avec les institutions de Bretton Woods et prioritairement pour des projets générateurs de revenu.

2^e axe : Intensification des échanges commerciaux

La politique commerciale du Bénin est officiellement ouverte sur l'extérieure et favorable à l'intégration dans la région et au commerce mondial. L'option d'économie de marché choisie par le Bénin depuis la Conférence Nationale de 1990, son appartenance à certains regroupements régionaux comme l'UEMOA, la CEDEAO, le groupe ACP, ainsi que son adhésion à l'OMC, l'ont amené à avoir une politique commerciale ouverte sur l'extérieure.

Puisque dans le contexte du Bénin l'ouverture commerciale semble stimuler l'investissement public, il revient essentiellement à l'Etat de :

Maintenir les grandes orientations officielles de la politique commerciale Béninoise en faveur de l'ouverture commerciale et de l'intégration régionale.

Promouvoir le tourisme avec la stabilité politique, un climat favorable, une population accueillante, un attrait culturel, le tourisme peut être une industrie prometteuse pour le Bénin.

Elargir la base productive de l'économie nationale en diversifiant les produits d'exportations afin de réduire la vulnérabilité de l'économie Béninoise aux chocs externes.

3^e axe : politique d'accroissement de l'épargne intérieure

L'Etat doit mettre en œuvre une politique visant à accroître l'épargne intérieure car comme l'écrivait RagnardNurkse, Professeur à Columbia University : « **le capital se constitue dans le pays même** », ceci pour expliquer que les investissements productifs d'un pays doivent être financés par l'épargne intérieure.

Pour ce faire, l'Etat doit créer les conditions favorables au développement d'un secteur privé dynamique.

La majorité de la population active béninoise étant dans les secteurs agricole et tertiaire, une méthode appropriée pour augmenter l'épargne intérieure serait d'accroître les revenus des ménages. L'objectif peut être atteint en transformant l'agriculture en une activité fortement commerciale et donc liée au marché.

CONCLUSION

Le poids du service de la dette extérieure sur les dépenses d'investissements publics qui a fait l'objet de cette étude réalisé dans le contexte de Bénin, nous a amené à élaborer un modèle d'investissement public.

Pour ce faire, nous nous sommes inspirés des travaux de Jan Egbert Sturm (2001) et de Bénédicte Cléments et al. (2003). Afin d'éviter des régressions fallacieuses, les séries d'origines ont été analysées à l'aide du test de stationnarité de Dickey-Fuller augmenté (ADF) et du test de cointégration à la Engle-Granger qui a révélé l'existence d'une relation de long terme entre l'ouverture commerciale, le revenu réel par tête, l'épargne intérieure, le service de la dette extérieure, l'investissement privé et l'investissement public. La relation de court terme MCE montre qu'à court terme, l'ouverture commerciale, le service de la dette extérieure, l'épargne intérieure et l'investissement privé influencent significativement l'investissement public.

Les résultats obtenus dans cette étude s'inscrivent dans la logique selon laquelle, si au Bénin le service de la dette extérieure semble affecter négativement l'investissement public, l'accroissement de l'épargne intérieure, l'intensification des échanges commerciaux et le développement économique pourraient le stimuler.

A cet effet, nous avons formulé à l'endroit de l'Etat des recommandations axées sur une prudence en matière de mobilisation de ressources extérieures une intensification des échanges commerciaux et un accroissement de l'épargne intérieure.

Encore, devons-nous reconnaître que l'accroissement du niveau de l'investissement public du Bénin passerait inévitablement par la recherche de solutions idoines aux multiples problèmes rencontrés lors de l'exécution du PIP.

Enfin ce travail a le mérite d'offrir aux analystes de nouvelles pistes de recherche non seulement en ce qui concerne l'identification d'autres déterminants de l'investissements publics au Bénin, mais aussi en ce qui concerne les facteurs explicatifs de l'effet négatif de l'aide extérieure sur l'investissement public au Bénin.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Baptiste Venet et Marc Raffinot, (2001) « Croissance ouverture et dette extérieure » Economica, Paris, 2001.
- Bénédicte Cléments et al. (2005) : « Can debt relief boost growth in poor Countries? » IMF Working paper/03/252
- CAA, « Rapport d'activité du quatrième trimestre. » ,janvier 2008
- Bénédicte et al. (2003) « External debt, public investment, and growth in low-income countries », IMF Working paper/03/249, p.14
- MFE, (2007), « Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté. » Avril 2007
- Ministère de l'économie et des Finances /Direction de la prévision, (2000), « Bilan et perspectives à court et à long terme de l'économie nationale pour l'année 2000 », novembre 2000
- Ministère de l'économie et des Finances /Direction de la prévision, (2001) « Bilan et perspectives à court et à long terme de l'économie nationale pour l'année 2001 », novembre 2001
- Ministère de l'économie et des Finances /Direction de la prévision, « FINANSTAT édition 2005 », disponible sur http://www.mdef.bj/documents/FINANSTAT_2005.pdf
- Sturm Jan Egbert, 2001, "Determinants of Public Capital Spending in less-Developed countries", Cesifo Working Paper.
- Savidès, Andreas, 1992, "Investment Slowdown in Developing Countries during the 1980s: Debt overhang or Foreign Capital Inflows." In *kyklos*, Vol.45, No.3, pp. 63-78
- Teuea Toatu, 2004, "Corruption, Public Investment And Economic Growth: evidence from Pacific island countries", PIAS-DG Governance Program Working Paper, octobre 2004

-
- Warner, AM., 1992, "Did the Debt Crisis Cause The Investment Crisis?" Quarterly Journal Of Economic, Vol.107, No4(Novembre).
 - Sites internet :
 - <http://www.google.com>
 - <http://www.mdef.bj>
 - <http://www.insae-bj.org>
 - <http://www.memoireonline.com>
 - <http://www.bceao.int>

ANNEXES :

Annexe 1 : test de stationnarité a niveau

Annexe 1.1 : Pour ouv

Null Hypothesis: OUV has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 LagLength: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.285688	0.0886
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

Annexe 1.2 : Pour AIDGNI

Null Hypothesis: AIDGNI has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 LagLength: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.119689	0.5139
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

Annexe 1.3 : Pour LYRPC

Null Hypothesis: LYRPC has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 LagLength: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.883389	0.1820
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

Annexe 1.4 : DEBTSERY

Null Hypothesis: DEBTSERY has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 LagLength: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.449380	0.0644
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

Annexe 1.5 : CPOP

Null Hypothesis: CPOP has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 LagLength: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.754379	0.7004
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

Annexe 1.6 : GDOMSAV

Null Hypothesis: GDOMSAV has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 LagLength: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.082359	0.1291
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

Annexe 1.7 : LEXTDEBT

Null Hypothesis: LEXTDEBT has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 LagLength: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.881336	0.6382
Test critical values: 1% level	-4.309824	

5% level	-3.574244
10% level	-3.221728

Annexe 1.8 : INVPRIV

Null Hypothesis: INVPRIV has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 LagLength: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.771752	0.0331
Test critical values:		
1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

Annexe 1.9 : PUBINV

Null Hypothesis: PUBINV has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 LagLength: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.202591	0.0128
Test critical values:		
1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

Annexe 2 : Test de stationnarité en différence première

Annexe 2.1: OUV

Null Hypothesis: D(OUV) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.398219	0.0001
Test critical values:		
1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

Annexe 2.2: AIDGNI

Null Hypothesis: D(AIDGNI) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.795357	0.0000
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

Annexe 2.3 : LYRPC

Null Hypothesis: D(LYRPC) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 LagLength: 0 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.328399	0.0001
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

Annexe 2.4: DEBTSERY

Null Hypothesis: D(DEBTSERY) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.970445	0.0215
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

Annexe 2.5: INVPRIV

Null Hypothesis: D(INVPRIV) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 LagLength: 0 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.822406	0.0000
Test critical values: 1% level	-4.309824	

5% level	-3.574244
10% level	-3.221728

Annexe 2.6: CPOP

Null Hypothesis: D(CPOP) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.932135	0.0002
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

Annexe 2.7 : GDOMSAV

Null Hypothesis: D(GDOMSAV) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 LagLength: 0 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.316857	0.0000
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

Annexe 2.8: LEXTDEBT

Null Hypothesis: D(LEXTDEBT) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.756026	0.0003
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

Annexe 2.9 : PUBINV

Null Hypothesis: D(PUBINV) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 LagLength: 0 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.868088	0.0000
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

Annexe 3 : Test de cointégration

Null Hypothesis: D(RESID) has a unit root
 Exogenous: None
 LagLength: 0 (Fixed)

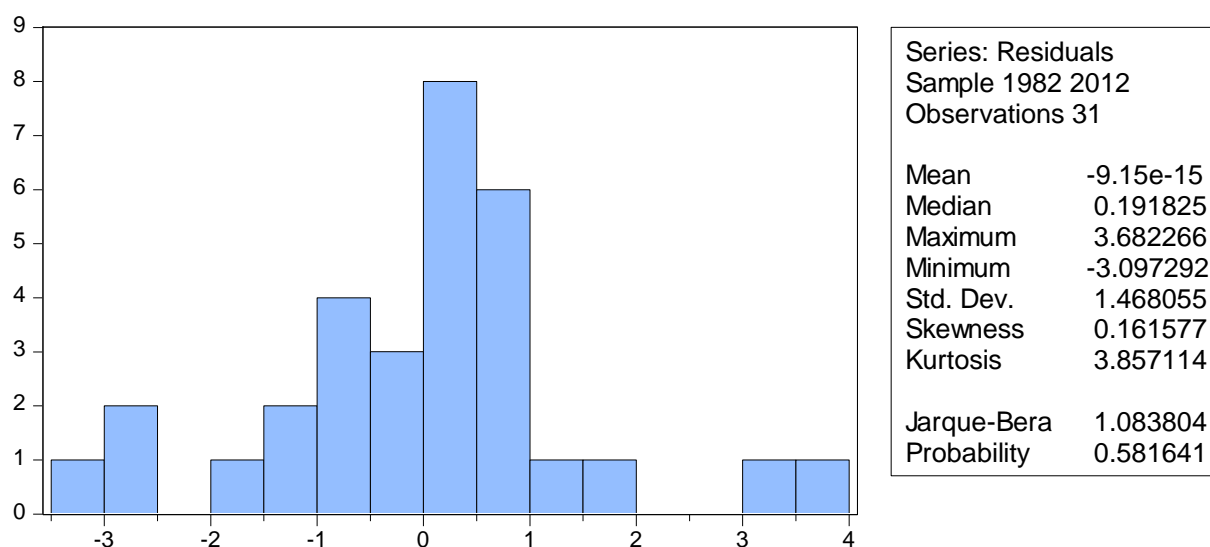
	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-10.03130	0.0000
Test critical values: 1% level	-2.653401	
5% level	-1.953858	
10% level	-1.609571	

Annexe 4 : Estimation du modèle de long terme

Dependent Variable: PUBINV
 Method: Least Squares
 Date: 05/09/15 Time: 03:54
 Sample: 1982 2012
 Included observations: 31

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	15.90375	27.22023	0.584262	0.5650
OUV	0.268280	0.088813	3.020745	0.0063
AIDGNI	-0.347029	0.140696	-2.466522	0.0219
LYRPC	6.933298	8.422427	-0.823195	0.4192
DEBTSERY	-2.256471	0.557888	-4.044665	0.0005
CPOP	0.297602	1.891739	0.157317	0.8764
GDOMSAV	0.712876	0.177991	4.005125	0.0006
LEXTDEBT	6.180236	2.655421	2.327403	0.0295
INVPRIV	-0.724899	0.240453	-3.014721	0.0064
R-squared	0.714136	Meandependent var		7.786129
Adjusted R-squared	0.610186	S.D. dependent var		2.745762
S.E. of regression	1.714319	Akaike info criterion		4.153610
Sumsquaredresid	64.65559	Schwarz criterion		4.569928
Log likelihood	-55.38095	Hannan-Quinn criter.		4.289319
F-statistic	6.869971	Durbin-Watson stat		1.742639
Prob(F-statistic)	0.000153			

Annexe 4.1 : test de normalité de long terme



Annexe 4.2 : Test d'hétéroscédasticité

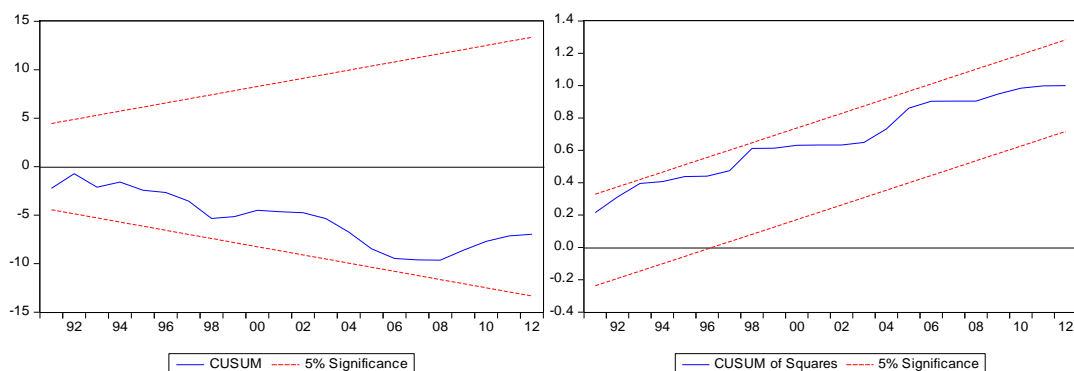
Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

F-statistic	3.665502	Prob. F(8,22)	0.0074
Obs*R-squared	17.71187	Prob. Chi-Square(8)	0.0235
Scaled explained SS	12.74336	Prob. Chi-Square(8)	0.1210

Annexe 4.3 : Test d'auto-corrélation des erreurs

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.072495	Prob. F(1,21)	0.7904
Obs*R-squared	0.106648	Prob. Chi-Square(1)	0.7440

Graphique 5 : Test de CUSUM et CUSUM CARRE du modèle de long terme**Annexe 5** : Estimation du modèle de court terme

Dependent Variable: D(PUBINV)

Method: Least Squares

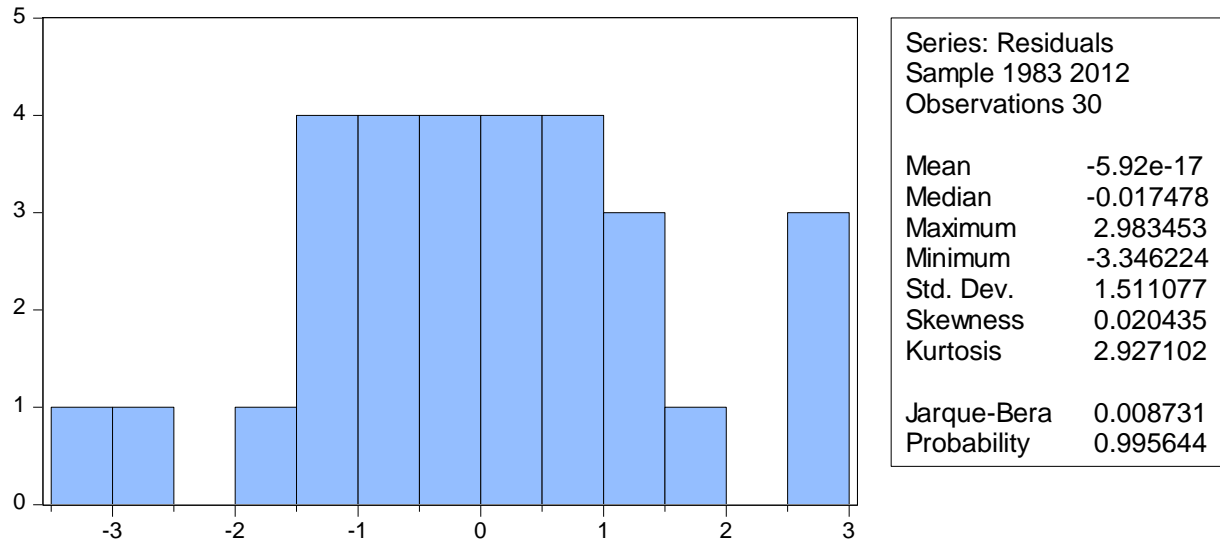
Date: 05/09/15 Time: 04:05

Sample (adjusted): 1983 2012

Included observations: 30 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-0.415756	0.338073	-1.229781	0.2324
D(OUV)	0.225617	0.073088	3.086938	0.0056
D(AIDGNI)	0.071416	0.171334	0.416825	0.6810
D(LYRPC)	9.321608	7.598215	1.226815	0.2335
D(DEBTSERY)	-1.128508	0.579468	-1.947491	0.0650
D(CPOP)	-1.293098	1.965350	-0.657948	0.5177
D(GDOMSAV)	0.593778	0.167043	3.554644	0.0019
D(LEXTDEBT)	0.860876	2.983196	0.288575	0.7757
D(INVPRIV)	-0.282363	0.193196	-1.461539	0.1587
RESID(-1)	-0,223266	0,354861	-0,629165	0, 0466
R-squared	0.659945	Meandependent var		-0.391667
Adjusted R-squared	0.530401	S.D. dependent var		2.591268
S.E. of regression	1.775726	Akaike info criterion		4.229621
Sumsquaredresid	66.21727	Schwarz criterion		4.649980
Log likelihood	-54.44432	Hannan-Quinn criter.		4.364098
F-statistic	5.094349	Durbin-Watson stat		2.027819
Prob(F-statistic)	0.001284			

Annexe 5.1 : Test de normalité de court terme



Annexe 5.2 : Test d'auto-corrélation des erreurs

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.395848	Prob. F(1,20)	0.5364
Obs*R-squared	0.582249	Prob. Chi-Square(1)	0.4454

Annexe 5.1 : Test d'hétéroscédasticité de white des erreurs

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

F-statistic	1.648978	Prob. F(8,21)	0.1705
Obs*R-squared	11.57454	Prob. Chi-Square(8)	0.1712
Scaled explained SS	5.464805	Prob. Chi-Square(8)	0.7069

Graphique 6 : Test de CUSUM du modèle de court terme

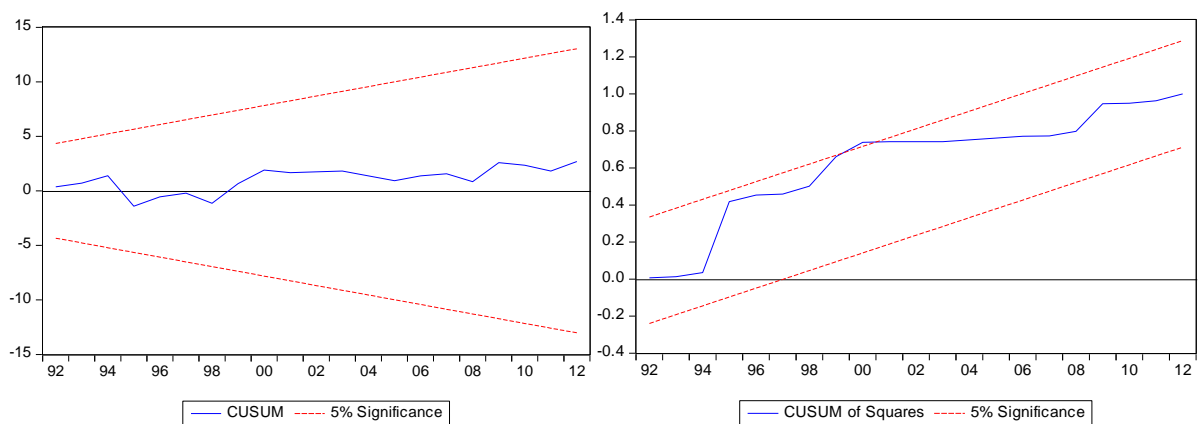


TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT	i
DEDICACES	ii
REMERCIEMENTS	iv
LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES	vi
SIGLES ET ACCRONYMES	vii
SOMMAIRE	ix
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE	3
SECTION 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE	3
Paragraphe 1 : Problématique, Objectifs et hypothèses de l'étude	3
PROBLEMATIQUE.....	3
OBJECTIF GENERAL DE L'ETUDE :	5
LES OBJECTIFS SPECIFIQUES :	6
LES HYPOTHESES:.....	6
Paragraphe 2 : revue de la littérature.....	7
1°) Clarification des concepts	7
2°)Théorie de l'endettement.....	9
2-1) Les conceptions traditionnelle	9
2-2) Les conceptions récentes (modernes) de l'endettement	10
a- la conception de l'école des anticipations rationnelles face à l'endettement	10
b- Les approches alternatives à la théorie keynésienne face à l'endettement	11
3- Les développements empiriques sur l'endettement et la croissance	12
a- Les développements empiriques sur l'endettement	12
b- les développements empiriques sur la croissance.....	14
SECTION 2 : Méthodologie de recherche.....	16

Paragraphe 1 : Spécification du modèle.	16
I- Modèles de référence	16
II- Variables du modèle, nature et sources des données	18
1- Description des variables du modèle	18
1.1-Variable à expliquer.....	18
1.2- Variables explicatives	18
2- Nature et source des données	20
Paragraphe 2 : Recherche documentaire, collecte de données, méthode d'estimation et de vérification des hypothèses.....	20
I- Recherche documentaire et collecte de données	20
1- Recherche documentaire	20
2- Collecte de données.....	22
II) Méthodes d'estimation et de vérification des hypothèses.....	22
1- Méthode d'estimation.....	22
1.2-Méthode économétrique d'analyse.....	22
2- Méthode de vérification des hypothèses.....	22
2.1 Méthode de vérification de la première hypothèse.....	23
2.2 Méthode de vérification de la deuxième hypothèse	23
CHAPITRE II : CADRE INSTITUTIONNEL ET EMPIRIQUE DE L'ETUDE.....	24
SECTION 1 : Présentation de la caisse autonome d'amortissement (CAA).....	24
1- Historique de la CAA :	24
2- Missions et Attributions de la CAA :	24
3-Ressources et Emplois de la Caisse Autonome d'Amortissement.....	26
3-1- Les ressources de la CAA.....	26
3-2- Les emplois de la CAA.....	27
4- Organisation et Fonctionnement de la Caisse Autonome d'Amortissement	27
4-1-Structure organisationnelle	27

4-2-Structure fonctionnelle	28
4-2-1- Les Directions Techniques.....	28
4-2-2- Direction Informatique :	31
SECTION 2 : CADRE EMPIRIQUE DE L'ETUDE	32
Paragraphe 1 : ANALYSE DE LA DETTE EXTERIEURE DU BENIN.....	32
1.L'encours de la dette extérieure béninoise de 1982 à 2012 en milliards de FCFA.....	32
2. Le service assuré de la dette extérieure du Bénin sur la période 1999-2012 en milliards de FCFA.....	33
3. Investissement public au Bénin en milliards de FCFA de 1990-2012.	34
Paragraphe2 : Tests statistiques sur les variables et présentation des résultats d'estimations. .	37
1. Tests statistiques sur les variables	37
1.1 Test de stationnarité	37
1.2. Test de cointégration.....	38
1.3 Test de cointégration sur les variables du modèle	39
2- Présentation des résultats d'estimation.....	39
2.1 Test de normalité des erreurs.....	40
2.2 Test d'hétéroscédasticité des erreurs.....	40
3 -Test de stationnarité sur le résidu du modèle de long terme.....	41
3.1 Test de normalité des erreurs.....	43
3.2 Test d'hétéroscédasticité des erreurs.....	43
3.3 Test auto corrélation des erreurs.....	43
3.4 Test cusum et cusum carre de stabilité.....	43
Paragraphe 3 : Interprétation des résultats, vérification des hypothèses et recommandations à l'endroit de l'Etat.....	43
I- Interprétation des résultats.....	43
1. Relation de long terme	43
2. Relation de court terme	45

II- Vérification des hypothèses	46
III- Recommandations	47
CONCLUSION	49
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	xi
ANNEXES :.....	xiii